



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent de l'environnement et du développement durable

ENVI • NUMÉRO 135 • 1^{re} SESSION • 42^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le jeudi 29 novembre 2018

Président

M. John Aldag

Comité permanent de l'environnement et du développement durable

Le jeudi 29 novembre 2018

• (1535)

[Traduction]

Le président (M. John Aldag (Cloverdale—Langley City, Lib.)): Bonjour tout le monde. Bienvenue à nos invités. Merci d'être venus à notre séance.

Nous en sommes au milieu d'une étude sur la croissance propre et les changements climatiques au Canada. Les domaines sur lesquels nous nous concentrons actuellement sont la foresterie, l'agriculture et la gestion des déchets.

Nous accueillons trois groupes de témoins, à savoir les représentants des organismes Biological Carbon Canada et Bon Eco Design et de l'Association des produits forestiers du Canada.

Chaque groupe aura 10 minutes pour faire sa déclaration préliminaire. Nous passerons ensuite aux questions et réponses. Tous les membres devraient avoir six minutes.

J'ai ici des cartes. Quand vous arrivez à la dernière minute de votre temps de parole, je lèverai la carte jaune. C'est seulement pour vous signaler qu'il vous reste une minute. Quand votre temps est écoulé, je lèverai la carte rouge. Cela s'applique également aux membres du Comité. Cela ne veut pas dire que vous devez vous arrêter net dans votre élan, mais vous devrez conclure et nous passerons à la série suivante de questions.

Bienvenue à Mme Stubbs et M. Nuttall, qui sont ici aujourd'hui à titre de membres suppléants, et à M. Casey, du côté libéral.

Nous allons commencer par les 10 minutes de déclaration préliminaire des représentants de Biological Carbon Canada.

M. Nevin Rosaasen (président, Biological Carbon Canada):

Merci beaucoup, monsieur le président.

[Français]

Bonjour à tous. Je vous remercie de m'offrir cette occasion de discuter avec vous aujourd'hui.

[Traduction]

Je souhaite le bonjour au président et aux membres du Comité. Notre exposé reflète la perspective de Biological Carbon Canada sur les questions dont s'occupe le Comité. Nous aimerions nous concentrer sur les stratégies d'adaptation et de réduction des émissions.

Biological Carbon Canada est une entreprise sans but lucratif et multisectorielle dont le siège se situe en Alberta. Elle travaille sur une véritable réduction des émissions de carbone découlant des activités menées dans les forêts, les fermes et les fermes d'élevage canadiennes. Nous cherchons à être l'intermédiaire et le facilitateur qui établit le lien entre les entreprises et la recherche. L'Alberta dispose de l'innovation et des compétences dont nous avons besoin pour étendre notre savoir-faire dans tout le Canada.

Nos membres travaillent sur la réduction des gaz à effet de serre depuis que le gouvernement de l'Alberta a adopté le premier règlement sur les prix du carbone et les crédits compensatoires de l'Amérique du Nord, en 2007. Les fermes et les entreprises de l'Alberta sont au Canada les chefs de file de la réduction des émissions de carbone. Depuis que l'Alberta a adopté un système compensatoire en 2007, nous avons créé, numéroté et vendu des droits pour 14,7 millions de tonnes d'équivalents de CO₂, dont la moitié par l'intermédiaire de nos membres.

Pourquoi sommes-nous ici? Simplement, Ottawa, nous avons un problème. Canada, nous avons un problème. Nous, les représentants de Biological Carbon Canada, de concert avec nos membres présents, ici aujourd'hui, nous avons une solution.

Le Canada a conclu des accords pour réduire ses émissions d'ici 2030. Le Canada doit éliminer 89 millions de tonnes d'émissions produites par les grands émetteurs finaux, par le truchement de mesures provinciales. Le Canada doit également éliminer 86 millions de tonnes supplémentaires d'émissions en mettant un terme à l'utilisation du charbon pour passer avec les industries légères aux carburants et sources d'énergie propres. Pour les 44 derniers millions de tonnes que vous voulez éliminer, et qui doivent être éliminées, nous comptons sur les progrès technologiques et les puits de carbone.

Les systèmes biologiques au Canada et les marchés du carbone font partie de cette solution. Nous sommes ici pour aider.

Nous croyons que, grâce aux compensations biologiques, à un marché canadien du carbone et à de nouveaux protocoles élargis, les secteurs des activités biologiques et des activités non réglementées au Canada peuvent assurer de 42 à 45 millions de tonnes d'ici 2030. Compte tenu des sols, 37 millions de tonnes proviendront de l'Ouest canadien.

Nous croyons que, si des réductions sont réalisées à partir des systèmes biologiques, la relance économique se traduirait par une hausse de 33 milliards de dollars du PIB et la création de 308 000 nouveaux emplois.

Nos membres répètent que nous pouvons nous adapter. Nous allons en dire davantage sur les possibilités de séquestration du carbone pour l'horizon de 2030.

Nous savons que nous pouvons capturer 29 millions de tonnes grâce à des protocoles avancés de production agricole intelligente. Nous savons que nous pouvons capturer 1,5 million de tonnes grâce à des protocoles avancés d'élevage intelligents, et que nous pouvons capturer 15 millions de tonnes grâce à des protocoles avancés d'utilisation intelligente du territoire et des puits... mais je m'écarte du sujet.

D'abord et avant tout, je suis un ingénieur de la quatrième génération dans le domaine de la production d'aliments et de fibres. Je viens de l'est de la Saskatchewan, et ma famille se consacre à l'agriculture depuis 1904. J'aimerais vous décrire davantage ce que vous voyez quant aux systèmes de production de tout l'Ouest du Canada et des Prairies.

Nous utilisons des équipements à guidage de précision munis d'une technologie de localisation par satellite — de GPS —, qui nous donnent moins d'un pouce de chevauchement. C'est précis à un pouce près. Vous entendez parler des véhicules et voitures autonomes. Nous vivons dans cet environnement depuis 10 ou 15 ans. Tous nos équipements sont à guidage de précision.

Qu'est-ce que cela nous permet de faire? Cela nous permet d'éliminer le chevauchement et la double application de l'azote. Non seulement les équipements guidés par GPS que nous utilisons éliminent les chevauchements, mais nos machines — nos semoirs pneumatiques et nos planteurs — ont maintenant la capacité de fermer différentes sections de cinq pieds, pour ne pas... Quand vous arrivez dans un coin ou que vous devez contourner un arbre, vous avez ce qu'on appelle une technologie de section contrôlée. Vous pouvez commander à un organe ouvreuse à la fois de soulever du sol, ce qui réduit la force de traction exigée du tracteur, avec pour résultat une réduction des émissions.

Quand le semoir pénètre dans le sol, l'engrais est distribué avec une précision telle, à un pouce de profondeur, le long du sillon, chaque grain d'engrais est utilisé au maximum de son efficacité. Ajoutez cela aux échantillonnages des sols que nous réalisons... Vous voyez comment nous considérons les besoins en engrais, c'est un peu comme dans les exploitations d'élevage. Pour certaines plantes, nous sommes capables d'associer parfaitement les engrais aux besoins des plantes.

Nous irons plus loin avec les cultures de précision, et nous pourrions changer les taux instantanément grâce à des cartes de prescription d'application. C'est courant. Ce n'est pas adapté à l'ensemble, mais c'est ce à quoi nous faisons allusion quand nous parlons des systèmes de culture intelligents.

Pour capturer la totalité des 29 millions de tonnes que l'agriculture canadienne doit capturer, nous avons besoin de financement pour développer et peaufiner la science en évolution et les marchés du carbone. Pour accomplir cela, nous devons également mettre à jour les protocoles sur les semis directs ou la préservation des cultures, pour couvrir toutes les zones de sol du Canada. Le solide protocole de gestion des nutriments doit également être élargi. C'est ce qu'on appelle le Protocole de réduction des émissions d'oxyde nitreux, le PREON, ou le système 4R Nutrient Stewardship.

Nous aurons également besoin de personnes et de la science pour intégrer cette nouvelle science aux protocoles en question, et pour améliorer la technologie de l'imagerie satellitaire afin de faciliter la vérification des mesures. Nous aurons également besoin d'investir dans les personnes et dans la science et d'adapter cette nouvelle science.

Sur ce, je vais laisser le reste de mon temps à mon collègue, Don.

• (1540)

M. Don McCabe (directeur, Biological Carbon Canada): Merci, Nevin.

Bonjour à tous les membres du Comité.

Le président: Il n'y a pas d'interprétation.

D'accord.

M. Don McCabe: Je m'appelle Don McCabe et je suis ici en tant qu'agriculteur de l'Ontario de troisième génération, quant au lieu où je vis en ce moment, mais cela fait cinq générations que ma famille est au Canada.

Le président: Je suis désolé de vous interrompre, mais pour tous ceux qui pourraient avoir besoin d'aide pour l'interprétation, je vous encourage à utiliser vos appareils, car nous allons passer du français à l'anglais et inversement aujourd'hui. Si vous avez besoin d'aide, veuillez simplement lever la main et nous nous assurerons que vous ayez de l'aide.

Allez-y, s'il vous plaît.

M. Don McCabe: La troisième sera la bonne.

Le président: Absolument.

M. Don McCabe: Je m'appelle Don McCabe et je suis un agriculteur de l'Ontario.

La réalité est que, comme l'a souligné Nevin, le Canada a un problème; mais, et il existe des solutions pour les terres agricoles. Ces terres agricoles peuvent être utilisées au maximum de leur efficacité, mais elles servent également à l'élevage d'animaux. Je sais que pour ce qui est des gaz à effet de serre, le bétail a été montré du doigt pour ses terribles répercussions, que nous ne devons pas manger de boeuf et tout le reste, mais je suis ici pour vous faire voir les choses autrement.

Nous pensons que, si ce marché existait, on pourrait mettre 1,5 million de tonnes sur le marché. En fait, le premier estomac de ces ruminants effectue une fermentation entérique. Ils sont capables d'absorber de la matière cellulosique, comme celle que l'on trouve dans l'herbe. Ils ont quatre roues motrices leur permettant de grimper les pentes des collines auxquelles je ne peux pas accéder avec un tracteur, pour aller chercher la cellulose. À leur retour, la cellulose s'est transformée en protéines et en lait que j'utiliserai. Nous pouvons réduire la fermentation entérique à l'aide de technologies qui émergent sur le marché.

En même temps, il y a certaines choses qui viennent de derrière. Au bout du compte, c'est parfois considéré comme une perte. Je suis ici pour vous dire qu'en agriculture, il n'y a pas de perte. Il y a seulement des possibilités sous-utilisées et sous-évaluées, car généralement, une perte, c'est inutile. Ce sont des nutriments et une source d'énergie que, encore une fois, nous pouvons exploiter pour entrer dans l'avenir.

En ce qui concerne les différents processus que Nevin a abordés et la question de l'élevage de bétail que j'ai soulevée, nous devons approfondir les questions relatives au rendement des cultures, qui augmentent rapidement. Je vais vous donner les statistiques de l'Ontario, car ce sont celles que je connais le mieux, mais elles reflètent également un symptôme de notre pays.

Entre 2011 et 2016, l'Ontario perdait 350 acres par jour, selon le recensement — et avant cela, les taux de terres perdues étaient encore plus élevés — en raison de l'urbanisation. S'il n'y avait pas d'augmentation du rendement comme celles que nous constatons actuellement, qu'il s'agisse du canola ou du maïs, du blé ou du soja, ou de toute autre culture, nous serions incapables de faire ce que nous faisons au Canada.

L'augmentation de rendement amène avec elle l'augmentation des résidus. Le problème, c'est qu'il reste bien des choses après la récolte et cela représente bien trop de résidus. Ce qui pose problème pour l'agriculteur. La société ne le sait pas et ne s'en soucie pas. C'est à nous de résoudre le problème et nous souhaitons vous offrir une solution.

La solution consiste à utiliser ces résidus sous forme de bioproduits. On peut passer des composites aux produits chimiques, aux carburants, au méthane, et enfin même aux électrons; nous aurons brisé le système énergétique et nous devrons recommencer.

Avec le pouvoir que vous avez, vous pouvez nous donner l'occasion d'élaborer un cadre de travail et d'apporter une contribution de 30 % supplémentaire de la contribution prévue au départ au niveau national, dont nous discuterons la semaine prochaine en Pologne.

Le Canada se met dans l'embarras en n'exploitant pas les systèmes biologiques déjà mis en place. Nous sommes ici pour offrir cette possibilité en y mettant un peu d'ingéniosité.

Merci pour le temps que vous m'accordez.

• (1545)

Le président: Merci beaucoup pour vos observations préliminaires. J'ai hâte d'entendre la discussion qui s'ensuit.

Nous allons maintenant passer aux représentants de Bon Eco Design.

Vous avez 10 minutes pour votre déclaration préliminaire.

Mme Carolyn Butts (copropriétaire, Bon Eco Design): Bonjour, je m'appelle Carolyn Butts. Je suis ici avec mon associé Hans Honegger.

Merci de nous avoir invités pour vous parler de notre expérience de la mise en valeur des déchets. Je crois que c'est de cette façon que nous changerons d'avis sur les déchets.

Je suis artiste et titulaire d'un diplôme de commerce, et j'aimerais vous montrer comment nous utilisons l'art et le design pour transformer les déchets en profits. C'est dans cette démarche que nous avons été témoins du cycle de la consommation et des industries qui l'atténuent ou qui la soutiennent.

En 1990, un énorme incendie de pneus qui s'est déclaré à Hagersville, en Ontario, m'a ouvert les yeux sur notre crise des déchets. Certains d'entre vous se rappellent peut-être avoir vu les images des kilomètres de fumée noire s'échappant d'une montagne de pneus, qui ont brûlé pendant 17 jours. Ce fut pour moi un appel à l'action, et ma réaction immédiate a été de prendre mes vieux pneus de voiture et de les transformer en art. Ce tragique événement a allumé chez moi le désir de chercher de la valeur dans les matériaux mis au rebut.

En 2005, Hans Honegger, architecte de restauration, et moi-même avons uni nos forces créatrices dans l'Ontario rural, entre Ottawa, Toronto et Montréal. Ensemble, nous sommes propriétaires-exploitants de Bon Eco Design, une petite entreprise en croissance de Tamworth, au nord de Napanee. À Tamworth, nous avons trouvé un parc immobilier historique à un prix abordable que nous avons pu restaurer et rénover à un rythme qui nous convenait. L'ancienne quincaillerie de Tamworth est devenue notre maison et notre atelier.

Nous avons baptisé notre entreprise Bon Eco Design, un nom qui rappelle le célèbre parc Bon Echo, non loin d'ici, et y avons associé une touche écologique. Nous savions qu'avec cette référence, nous établissions une norme selon laquelle toute décision d'affaires doit tenir compte de la nature sauvage emblématique du Canada. C'est pourquoi notre entreprise donne de l'importance aux matériaux.

Nous avons passé les 13 dernières années à faire de la recherche, à trouver des sources d'approvisionnement, à nous renseigner et à transformer des déchets en produits d'art et de design de valeur, tout en favorisant un changement des perceptions sur le concept de déchets. Voici quelques exemples de notre travail.

Voici une pièce d'art dont le matériau principal est le pneu; elle a été commandée par l'entreprise Eastman Chemical, au Tennessee.

Un député: [*Inaudible*]

M. Hans Honegger (copropriétaire, Bon Eco Design): Pourquoi pas?

Mme Carolyn Butts: Les filtres de piscines, qui sont normalement envoyés dans un site d'enfouissement, ont été transformés en indestructibles appareils d'enrichissement de l'environnement pour une étude sur les primates en captivité. Nous en avons fabriqués quelques-uns.

L'année dernière, deux réfugiées m'ont aidée à fabriquer l'un de mes produits, et en cours de route, je les ai aidées à s'installer au Canada et à gagner un revenu. Cette initiative a donné naissance à une entreprise sociale composée de huit femmes. Nous venons de demander nos statuts constitutifs pour devenir une coopérative de travail. L'organisme en question, Le Begin Again Group, représente un nouveau départ pour les femmes et pour les matériaux. J'ai apporté un échantillon de sac en caoutchouc que vous pourrez regarder plus tard.

Bon Eco Design s'agrandit, et d'autres édifices historiques restaurés de Tamworth seront inclus dans un complexe composé d'espaces de travail de collaboration en matière de design. Il y aura aussi des locaux pour les autres personnes qui seraient intéressées à participer à notre quête et à notre découverte de solutions créatives pour régler notre problème de déchets. En 2012, on m'a encouragée à adhérer à un comité local composé de citoyens soucieux afin de grossir les rangs de la résistance à un mégasite d'enfouissement proposé. Le site était situé dans la région de Napanee, proche de l'autoroute 401, et en amont du territoire des Mohawks à côté d'une décharge qui était fermée, mais qui fuyait encore. Les recherches incessantes du comité ont révélé que la société de gestion des déchets surveillait de façon inadéquate le site fermé, et avait été négligente au moment de déterminer l'étendue de la contamination. De plus, j'ai découvert que des gens recueillaient des fluides provenant des sites d'enfouissement, le lixiviat, et les renvoyaient aux stations de traitement d'eau municipales. Des milliers de produits chimiques et de métaux lourds se retrouvent dans nos cours d'eau et les boues des fosses septiques sont utilisés dans nos champs comme engrais.

Le fait d'avoir été témoin des activités de l'industrie des déchets m'a ouvert les yeux sur une activité extrêmement lucrative et sur les pratiques douteuses en matière d'enfouissement. L'élimination des déchets est principalement une opération de camionnage. J'ai pu observer de près les techniques des entreprises de halage de déchets qui, par corruption et par l'usure du temps, affaiblissent les petites collectivités; mais ces dernières se défendent. Ces entreprises se retrouvent face à des citoyens intelligents et tenaces qui leur trouvent que leurs pratiques contaminent l'air, la terre et l'eau, et ainsi détruisent leur économie et leurs conditions de vie pour des siècles.

En résumé, pendant les décennies qui ont suivi l'incendie des pneus d'Hagersville, des règlements provinciaux ont été adoptés. Par conséquent, la plupart des pneus sont maintenant recueillis, moyennant un paiement, et sont recyclés en produits d'aménagement paysager, en routes ou en revêtements de sol ou sont vendus à l'étranger. J'ai été témoin de ce travail de dépollution entrepris en 2005. Je ne pense pas que nos problèmes liés à l'élimination des pneus soient complètement réglés, mais des progrès ont été faits.

Depuis 2005, je fais le tour des fabricants locaux de la région à la recherche de déchets, en espérant les intercepter avant qu'ils ne soient envoyés aux sites d'enfouissement. À mon grand soulagement, j'ai trouvé quelques exemples de gérance d'entreprises qui ont pris des mesures incitatives pour ne produire aucun déchet, afin d'être reconnues conformes à des normes industrielles élevées. Toutefois, il y a beaucoup de petites, moyennes et grandes entreprises qui remplissent les bennes à ordures de déchets de valeur et verrouillent ces bennes. J'ai reçu certaines informations privilégiées des sites d'enfouissement concernant une cargaison d'habits de neige pour enfants, tout neufs, qui ne s'étaient pas vendus pendant la saison, et sur une tentative de dépôt de boîtes de céréales qui, à cause d'une erreur de production, contenaient trop de raisins secs, il y en avait pour des wagons entiers.

L'enfouissement et le brûlage de déchets ne sont pas des solutions durables au problème de déchets. Les deux processus émettent des tonnes de carbone. En commençant par l'extraction des ressources non renouvelables...

• (1550)

[Français]

M. Joël Godin (Portneuf—Jacques-Cartier, PCC): Excusez-moi, l'interprète m'informe que le son est intermittent dans sa cabine. Est-ce possible de vérifier cela?

[Traduction]

Le président: D'accord, nous allons vous interrompre une seconde. J'arrête le chronomètre, pour que nous ayons l'interprétation.

M. Joël Godin: Pour ma part, je trouve cela très intéressant.

Mme Carolyn Butts: D'accord, c'est bien. Merci.

• (1550)

_____ (Pause) _____

• (1555)

Le président: On dirait que nous sommes prêts à reprendre. Je crois que nous avons réglé le problème.

Je relance le chronomètre. Vous avez encore environ trois minutes et 20 secondes pour conclure votre commentaire.

Mme Carolyn Butts: D'accord.

Ai-je besoin de répéter quelque chose?

Je parlais des boîtes de céréales contenant trop de raisins secs. Avez-vous entendu cela? C'était très important.

L'enfouissement et le brûlage ne sont pas des solutions durables au problème de déchets. Les deux processus émettent des tonnes de carbone, en commençant par l'extraction des ressources non renouvelables. Le mégasite d'enfouissement proposé à Napanee s'attend à recevoir 100 camions en moyenne par jour en provenance de Toronto. Considérons l'énergie et les ressources humaines utilisées pour la fabrication. Je ne suis pas certaine que la capture des émissions de gaz à effet de serre pour produire de l'énergie ou l'énergie produite par la combustion rétablissent l'équilibre dans cette équation. Il reste que, c'est une source non renouvelable.

Je crois qu'il y a des possibilités d'emploi à tous les niveaux dans ce nouveau secteur d'exploitation des déchets. La collecte, le tri, l'expansion du marché, les dépôts, le courtage, le design et la fabrication auront tous besoin d'un accès à nos flux de déchets. Nous devons mettre fin à une industrie de la collecte et de l'enfouissement des déchets qui est corrompue, occulte et contrôlée. Je crois qu'une fois que nous aurons reconnu la valeur des déchets, il y aura un plus grand intérêt à les recycler et à leur trouver de nouveaux marchés.

« Bon Eco » signifie bonnes pratiques écologiques et respect de la relation qui existe entre la vie et le milieu physique. Notre défi en matière d'innovation actuellement, c'est de boucler la boucle en matière de consommation. Nous aurons besoin de tous les moyens de la science, de la technologie, de l'ingénierie, de l'art et du design pour arriver le faire

Voici le parc Bon Echo.

Le président: Merci beaucoup pour cette déclaration préliminaire.

Je crois que c'est le premier témoignage que nous avons entendu sur les déchets, dans le cadre de cette étude, et c'était très intéressant d'entendre.

Nous allons maintenant passer à l'Association des produits forestiers du Canada.

Allez-vous intervenir tous les deux?

M. Robert Larocque (vice-président principal, Association des produits forestiers du Canada): Ce sera seulement moi, mais ce sera dans les deux langues. Je vais passer du français à l'anglais tout le long de ma déclaration préliminaire.

Le président: Vous pouvez commencer dès que vous êtes prêt; vous aurez 10 minutes.

M. Robert Larocque: Merci, monsieur le président, et merci aux membres du Comité. J'ai mis à la disposition du greffier des copies de ma déclaration préliminaire, si vous en avez besoin plus tard.

Je m'appelle Robert Larocque et je suis venu ici aujourd'hui avec mes collègues Kate Lindsay, vice-présidente, Durabilité et partenariats environnementaux, et Étienne Bélanger, directeur, Foresterie. C'est un plaisir d'être ici pour représenter l'Association des produits forestiers du Canada dans le cadre de votre étude sur l'élaboration d'un cadre pancanadien pour l'augmentation des stocks de carbone et la réduction des émissions de gaz à effet de serre; nous allons bien sûr parler du rôle du secteur forestier.

[Français]

L'Association des produits forestiers du Canada est la porte-parole, au Canada et à l'étranger, des producteurs canadiens de bois, de pâte et de papier pour les questions touchant le gouvernement, le commerce, l'environnement et le sujet dont nous allons discuter aujourd'hui, soit la mise en oeuvre du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques et notre secteur.

[Traduction]

Permettez-moi de vous donner un bref aperçu de l'importance du secteur des produits forestiers pour l'économie canadienne. C'est une industrie qui génère 69 milliards de dollars par an, ce qui représente 2 % du PIB du Canada. Cette industrie est l'un des principaux employeurs au Canada et est en activité dans 600 collectivités qui dépendent de la forêt, d'un océan à l'autre. Nous employons directement 230 000 Canadiens dans tout le pays.

Le secteur est également important quand il est question de l'environnement canadien. À titre de gardiens de presque 10 % des forêts dans le monde, nous prenons très au sérieux notre responsabilité de gardiens de l'environnement. Il n'y a pas de meilleur témoignage du sérieux de notre engagement que le fait que nous possédons la plus vaste étendue de forêts certifiées par des organismes indépendants dans le monde, à savoir 170 millions d'hectares ou environ 40 % des forêts certifiées. La certification des forêts est un mécanisme de vérification par un tiers des mesures volontaires qui vont au-delà des règlements en vigueur. Le fait, des enquêtes répétées auprès de clients internationaux ont révélé que l'industrie canadienne des produits forestiers jouit de la meilleure réputation environnementale du monde.

Les changements climatiques se révèlent être le problème caractéristique de notre époque. Les entreprises forestières ont pris les devants en réduisant fortement leur empreinte carbone et en exploitant leurs installations plus efficacement. En fait, les usines de pâtes et de papier ont réduit leurs émissions de gaz à effet de serre de 66 % depuis 1990, ce qui équivaut à 9 mégatonnes ou 1 million de tonnes de CO₂ par an, une réduction impressionnante. Le secteur n'utilise plus de charbon et ne tire du pétrole que moins de 1 % de toute l'énergie dont il a besoin. Actuellement, nous disposons de plus de 30 installations qui génèrent de l'électricité verte, ce qui est suffisant pour alimenter la ville de Vancouver, à partir des déchets de la biomasse des usines de fabrication.

À la suite des engagements pris par le Canada dans l'Accord de Paris, l'industrie forestière a promis, en mai 2016, de réduire d'ici 2030, ses émissions de gaz à effet de serre de 30 mégatonnes par année, soit 13 % de l'objectif de réduction des émissions que s'est donné le gouvernement. Nous appelons cette initiative le défi « 30 en 30 » des changements climatiques. Nous sommes fiers de faire partie de la solution, et il ne fait aucun doute que l'industrie canadienne des produits forestiers est un chef de file de l'environnement.

• (1600)

[Français]

Les effets des changements climatiques vont avoir un impact sur notre secteur, qu'il s'agisse de conséquences négatives, comme les feux de forêts ou les infestations d'insectes, ou d'effets positifs, comme l'accélération de la transformation du secteur pour produire des biocarburants, des biomatériaux et des bâtiments en bois de grande hauteur.

Aujourd'hui, j'aimerais concentrer mes commentaires sur la gestion de nos forêts, l'innovation potentielle d'utiliser de nouveaux produits et les répercussions positives et négatives en lien avec nos usines.

[Traduction]

Les forêts canadiennes sont vraiment une ressource incroyable. Elles s'étendent sur 348 millions d'hectares. Les forêts absorbent une énorme quantité de dioxyde de carbone, et, ce faisant, elles aident à réguler le système climatique mondial. En 2016, les terres forestières gérées en fonction de la production de bois d'oeuvre représentaient pour le Canada un puits de 20 millions de tonnes de carbone, soit 20 mégatonnes. Ces données sont tirées de « L'état des forêts au Canada », rapport annuel de 2018 de Ressources naturelles Canada.

Par conséquent, puisque le Canada doit relever le défi du passage vers une économie à faibles émissions de carbone, nous sommes ravis que le Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques ait mentionné le besoin d'augmenter les puits de carbone des forêts, des zones humides et des terres agricoles. Les gouvernements fédéral, provincial et territorial ont une

excellente occasion de travailler avec l'industrie pour poursuivre la mise en oeuvre des mesures d'atténuation du carbone forestier. Par exemple, récolter de manière plus efficace plus de bois par hectare de récolte destinée au commerce et utiliser pour la production, réduit par le fait même la quantité de déchets abandonnée sur le sol forestier, qui vont pourrir ou brûler. Cela réduit les émissions des gaz à effet de serre produites par la pourriture et la combustion du bois.

Nous pouvons également nous efforcer d'augmenter le taux de croissance des arbres au-dessus des niveaux de croissance actuels, au moyen de techniques variées, comme la plantation de semences ou d'espèces d'arbres améliorées ou la fertilisation. Les arbres en poussant plus vite, permettront de capturer le carbone plus rapidement de l'atmosphère.

Enfin, on pourrait faire davantage en matière de redistribution et de reboisement. Nous pouvons planter des arbres dans des endroits récemment ravagés par des insectes ou des incendies, où les arbres poussent moins bien. Actuellement, l'industrie renouvelle toutes les superficies récoltées; toutefois, personne n'est réellement responsable de régénérer les régions qui ont été touchées par des perturbations naturelles où les arbres peuvent prendre parfois plus de temps pour repousser. Une telle stratégie permettrait de capturer plus rapidement le carbone de l'atmosphère, grâce à une régénération plus rapide.

Le secteur forestier est collabore en outre avec des universitaires, le gouvernement et des groupes, comme Canards Illimités Canada, afin de mieux évaluer et conserver les stocks de carbone dans les zones humides et dans les tourbières. Ces régions contiennent une énorme quantité de carbone, mais nous devons mener plus de recherches pour quantifier les stockages.

Les effets du changement climatique, comme l'augmentation des feux de forêt et des infestations de ravageurs, ont des répercussions importantes sur les Canadiens, sur nos collectivités et sur notre industrie forestière. Nous pensons également qu'on pourrait déployer plus d'efforts pour rendre nos forêts plus résilientes et nous assurer leur durabilité à long terme. On peut aussi parler d'adaptation.

Nous devons poursuivre les études sur les effets potentiels à long terme des changements climatiques, en utilisant la modélisation, par exemple. Nous devons aussi prendre des mesures afin d'accroître notre résilience climatique, comme la mise en place de collectivités, « Intelli-feu », et travailler avec nos homologues provinciaux pour adapter notre mode de gestion forestière de façon à pouvoir sélectionner et planter des arbres en fonction de l'évolution des conditions climatiques.

[Français]

Un nouveau bioproduit forestier comme un composite en fibre de bois peut remplacer du plastique, par exemple dans une console d'un modèle Lincoln de Ford. Cela contribue de deux façons à une économie faible en carbone. Premièrement, on remplace le plastique tiré de combustibles fossiles et, deuxièmement, on réduit le poids du véhicule, ce qui diminue sa consommation d'essence.

Le secteur forestier peut aussi fabriquer de l'huile pyrolytique, un produit récemment annoncé par Canfor et Licella, qui va remplacer l'huile produite de sources non renouvelables. Il ne faut pas non plus oublier que le bois stocke le carbone à long terme dans nos maisons et nos édifices.

Le Canada a l'occasion d'apporter des changements au Code national du bâtiment pour permettre la construction de bâtiments en bois de grande hauteur, comme la résidence de 18 étages à l'Université de la Colombie-Britannique. D'ailleurs, cet après-midi, vers 15 h 30 je crois, Sidewalk Labs fera l'annonce d'un édifice en bois massif à Toronto, ce qui représente un impact positif dans la lutte contre les changements climatiques. Chaque mètre cube de bois utilisé représente près d'une tonne de carbone retirée de l'atmosphère et stockée à long terme.

•(1605)

[Traduction]

Comme je l'ai mentionné plus tôt, depuis 1990, l'industrie forestière a réussi à réduire de 66 % les émissions de gaz à effet de serre produites par ses installations. Même s'il n'est pas facile de réduire l'empreinte carbone des installations, nous croyons pouvoir réduire encore davantage nos émissions. Nous pouvons accroître davantage l'efficacité énergétique de nos usines, notamment en substituant les rejets d'usine aux combustibles fossiles et le biogaz produit par notre système de traitement des eaux usées au gaz naturel. En ce qui concerne le transport des arbres vers l'usine, puis l'expédition des produits aux clients, nous pouvons réduire les émissions en utilisant davantage les trains au lieu des camions.

Les efforts que nous déployons sont, selon nous, un excellent exemple de la façon dont l'industrie et le gouvernement peuvent coopérer au nom des Canadiens à la lutte contre les changements climatiques. Cependant, il faudra investir des capitaux. Cela dit, nous sommes satisfaits de la réduction immédiate de l'impôt sur les investissements en capital qui a été annoncée dans la mise à jour économique de l'automne, en particulier relativement à l'énergie propre — les amortissements pour l'énergie propre — et l'incitatif à l'investissement accéléré.

Même si notre secteur soutient effectivement la tarification du carbone, il faut absolument que cette tarification soit sans incidence sur les recettes du gouvernement, et l'argent devrait être réinvesti dans le secteur d'une façon ou d'une autre, par exemple sous la forme d'un fonds technologique.

Je veux aussi souligner que notre secteur exporte énormément de marchandises. Au total, 70 % de ce que nous produisons est exporté. Cela représente une valeur de 37 milliards de dollars. Nos concurrents sont la Russie et les États-Unis, dans le marché des produits du bois, et les États-Unis, l'Asie et l'Amérique du Sud, dans le marché des pâtes et papiers. Il est impératif de prendre en considération cette concurrence sur la scène mondiale, dans tout régime de tarification du carbone. Notre industrie est tributaire du commerce, ce qui veut dire que nos fournisseurs — de produits chimiques, de combustible, d'électricité et de transport — refilent ce coût à notre secteur, qui, lui, doit l'absorber en totalité, puisque nous ne pouvons pas modifier les coûts internationaux des produits de base.

[Français]

En conclusion, le monde entier est aux prises avec un besoin urgent de s'attaquer aux changements climatiques et de réduire les émissions de carbone. Il faudra travailler ensemble pour développer des idées novatrices et s'assurer de mettre en place des politiques et des programmes efficaces. L'industrie canadienne des produits forestiers a la détermination et la volonté de contribuer à la transition vers une économie à faible carbone et de travailler avec les gouvernements pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

Je vous remercie de votre attention. Je serai heureux de répondre à vos questions.

Le président: Merci, monsieur Larocque.

[Traduction]

Nous allons maintenant passer à la période de questions. Nous avons huit intervenants, et chacun aura six minutes. J'utilise encore la carte jaune, qui veut dire qu'il vous reste une minute, et la carte rouge, qui vous dit que vous devez conclure.

Nous commençons par M. Bossio.

M. Mike Bossio (Hastings—Lennox and Addington, Lib.): Merci, monsieur le président.

Merci beaucoup d'être avec nous aujourd'hui. Comme toujours, vous avez présenté d'excellents témoignages. C'était très instructif.

Je tiens évidemment à souhaiter la bienvenue au Comité à mes bons amis, Hans et Carolyn. Cela fait 15 ans que je vous connais, et je suis ébahi de voir comment vous avez réussi à transformer d'énormes quantités de déchets en œuvres d'art magnifiques, mais aussi à donner une nouvelle vie à des structures ou à en créer de nouvelles à partir de déchets. J'aimerais justement poursuivre dans cet ordre d'idées.

Nous avons discuté plus d'une fois du concept du berceau au berceau, c'est-à-dire qu'il ne faut pas restreindre le cycle de consommation à la fabrication, à la consommation, puis à l'enfouissement. Il faut réfléchir, dès le tout début du processus, à la façon dont un produit pourra être réutilisé. Pouvez-vous nous faire part de vos commentaires et de vos observations à propos du concept du berceau au berceau?

Mme Carolyn Butts: Je crois que le design est un aspect important de la consommation. Certains déchets sont déjà recyclés. Par exemple, le PET, une sorte de plastique, peut être transformé à faible coût en poubelles ou en produits plutôt rudimentaires. Je crois que le milieu du design devrait participer aux discussions au même titre que les milieux scientifique et technologique. Nous achetons avec notre cœur. Les gens achètent mes produits parce qu'ils les aiment, pas parce qu'ils sont faits de matière recyclée.

Le concept du berceau au berceau s'inscrit manifestement dans tout cet aspect de design. Aussi, lorsqu'on recycle une bouteille de plastique, par exemple, pour en faire un autre produit, il faut veiller à ce qu'il n'y ait pas un autre produit concurrent moins cher. Il faut étudier les caractéristiques de la matière recyclée afin de donner aux nouveaux produits qui seront fabriqués ainsi des propriétés uniques. Cela suppose également de déployer des efforts du côté de la recherche scientifique et technologique. Selon moi, il y a encore beaucoup de recherches à faire sur les déchets, et le milieu du design doit y participer afin d'aider les scientifiques — les technologues — à découvrir le nouvel usage d'un produit après une première utilisation.

Je crois que c'est ce que vous voulez savoir, Mike.

•(1610)

M. Mike Bossio: Précédemment, nous avons parlé de remplacer les trois R pour qu'ils signifient réduction, réparation, réutilisation et recyclage valorisant.

Comme vous l'avez dit, les gens croient que les produits recyclés ont moins de valeur que le produit original. En envisageant le recyclage valorisant dès le début de la conception, nous pourrions faire en sorte qu'un produit gagne de la valeur après sa première utilisation.

Prenez les chaises fabriquées par Herman Miller... Plusieurs entreprises dans le monde ont adopté cette philosophie, et elles n'en sont que plus rentables. Vous-mêmes, vous réalisez un profit fantastique sur des trucs que vous obtenez essentiellement gratuitement.

Cela va encore plus loin. Je reviens aux bâtiments que vous avez créés et transformés en logements Airbnb, entre autres choses. Vous utilisez aussi des matériaux recyclés — recyclés et valorisés, pardon — dans ces bâtiments, n'est-ce pas?

Mme Carolyn Butts: Oui. Les chambres sont remplies de pneus, vous ne pouvez pas les sentir, mais ils donnent des textures très intéressantes ainsi que des produits très fonctionnels.

Par exemple, ce sac à main a été fabriqué à partir d'une chambre à air. Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, mais il s'agit de chambres à air de bicyclettes et de machines agricoles. C'est un matériau incroyable, bien supérieur au cuir, et pourtant, on l'envoie à la déchèterie. Je pourrais m'en procurer tous les jours là où je vis. Il y en a tellement, dans le secteur de l'agriculture. Vous l'avez certainement constaté. Le matériau est plus durable que le cuir. Il y a certainement d'autres qualités que nous n'avons pas encore découvertes; il faudrait peut-être examiner les produits que nous fabriquons pour voir comment nous pouvons les réduire à leurs composants et les réutiliser.

Le coût des intrants de notre entreprise est plutôt faible. Nous ne produisons pas de déchets. Nous ne voulons pas polluer l'eau ou l'air, et c'est pourquoi je tiens à utiliser mon matériel et en lui conservant toute son authenticité. Je ne sais pas si ce serait possible pour tout ce que nous produisons dans notre société de consommation. Selon moi, nous avons encore beaucoup de chemin à faire. Si nous voulons un jour cesser d'enfouir ou de brûler nos déchets, nous n'avons d'autre choix que d'innover.

M. Mike Bossio: Hans a d'ailleurs bâti lui-même une petite maison à partir d'une remorque mise au rebut. Il a donc pris des matériaux qui allaient être jetés pour transformer cette remorque en une petite maison. Elle se trouve maintenant sur un terrain près de la rivière Salmon. Des artistes qui veulent profiter du site magnifique là-bas peuvent la louer sur Airbnb.

Hans, vous êtes sûrement d'accord avec moi pour dire que c'est un autre exemple de ce qu'on peut faire avec les déchets plutôt que de les jeter au dépotoir. Nous devrions vraiment nous intéresser davantage à ce genre d'économie circulaire.

Mme Carolyn Butts: C'est de l'argent que nous jetons. J'ai un diplôme en commerce. À mes yeux, c'est du matériel supplémentaire, du matériel excellent.

C'est de cette façon que nous allons évoluer. Nous devons montrer aux gens que les déchets ont de la valeur, afin qu'ils leur trouvent un autre visage au lieu de s'en débarrasser.

M. Mike Bossio: Merci à vous deux.

Le président: La parole va maintenant à M. Godin.

[Français]

M. Joël Godin: Merci, monsieur le président.

Je vais poursuivre avec vous, madame Butts. Je trouve cela très intéressant.

J'ai beaucoup d'intérêt pour la foresterie et Biological Carbon Canada, mais je vais y revenir.

•(1615)

[Traduction]

Mme Carolyn Butts: Je suis désolée, mais je n'ai pas...

Hans peut répondre.

[Français]

M. Joël Godin: D'accord.

En fait, je veux tout simplement vous féliciter. La créativité de ce que vous nous avez démontré aujourd'hui est intéressante. C'est impressionnant.

Je vous informe que, dans ma circonscription, j'ai mis en place un comité d'économie circulaire. Je trouve intéressant le fait que vous ayez récupéré des pneus, des filtres de piscine et d'autres produits. Vous avez dit que ce sont des déchets, mais ce n'en sont pas. Ce sont des résidus devenus des matières premières pour une autre entreprise. Un déchet est inutilisable tandis qu'un résidu est récupérable.

Dans ma circonscription, il y a une entreprise qui produit de la pâte à tarte, mais son excédent est très coûteux à éliminer et à transporter. Au sein de ce comité, un agriculteur a eu le réflexe de proposer de récupérer cette pâte à tarte, quitte à voir comment on pouvait la transformer, au lieu de la transporter à des kilomètres de la manufacture. Il a proposé d'apporter cette pâte à tarte chez lui pour en faire de la nourriture pour ses animaux. C'est un peu le même principe, mais c'est beaucoup plus [difficultés techniques] de votre côté. L'idée est de faire du recyclage. Vous travaillez avec des éléments qui existent déjà.

Nous sommes tous d'accord autour de cette table qu'il faut travailler dans l'intérêt de l'environnement et prendre des mesures pour diminuer l'empreinte environnementale. Je pense que tout le monde doit faire sa part.

Vous avez été créatifs, vous avez trouvé des solutions et vous faites des choses extraordinaires. La solution passe-t-elle vraiment par l'imposition d'une taxe sur le carbone?

M. Hans Honegger: Pas nécessairement.

[Traduction]

Mme Carolyn Butts: À qui imposerait-on une taxe sur le carbone?

[Français]

M. Joël Godin: À vrai dire, la taxe sur le carbone est une taxe sur la consommation. Tous les citoyens paieraient des taxes sur des produits de consommation, et cet argent servirait à les aider. Je pense plutôt qu'avec un budget de 300 milliards de dollars, le gouvernement peut trouver de l'argent sans imposer une taxe supplémentaire. C'est une question de philosophie. Il faut que le gouvernement favorise des initiatives comme la vôtre et comme les milliers qui sont lancées dans ce grand pays, et vous donne des outils pour vous aider à faire de la récupération.

Je vais poser des questions plus tard aux autres témoins sur les méthodes les plus efficaces pour diminuer les émissions de GES. C'est dans ce sens que je vous demande si la taxe sur le carbone est une bonne solution. J'ai une réponse, mais j'aimerais savoir ce que vous en pensez. À voir votre réaction, je pense que vous êtes du même avis que moi.

[Traduction]

Mme Carolyn Butts: Je ne sais pas si je suis d'accord avec une taxe sur le carbone. De mon point de vue d'entrepreneure, les matériaux sont gratuits. De ce côté-là, c'est pour les fabricants une possibilité d'économiser ou une dépense en moins. Je m'attendrais même à ce que les fabricants qui produisent les matériaux que j'ai utilisés et que je continue à utiliser, qui proviennent souvent de la même source, commencent à me les faire payer. Pour eux, ce serait une autre source de revenus.

Pour moi, la possibilité d'obtenir des matériaux est plus importante qu'une taxe. C'est une situation où tout le monde gagne, parce qu'on réduit les émissions de carbone d'un côté en ne fabriquant pas de nouveaux matériaux, et de l'autre côté, en utilisant de vieux matériaux. Je ne vois pas l'utilité d'une taxe, personnellement.

[Français]

M. Joël Godin: Merci beaucoup, madame Butts. J'aime beaucoup votre philosophie.

Je vais maintenant m'adresser rapidement aux représentants de l'Association des produits forestiers du Canada parce que le temps file.

Monsieur Larocque, dans votre témoignage, vous avez parlé des différentes possibilités qui existent dans le monde de la foresterie pour réduire les répercussions sur l'environnement. J'ai trouvé cela intéressant. Cependant, quelque chose dans vos propos m'a dérangé. Je ne sais pas si l'interprétation était correcte, mais vous avez souvent utilisé le conditionnel de « pouvoir » en parlant des techniques, de la gestion de nos forêts, de la reforestation, et le reste.

Vous avez dit vous-même que la planète devait réagir. L'industrie s'oblige-t-elle à poser des gestes concrets maintenant? Si oui, quels outils le gouvernement devrait-il lui fournir à cette fin?

• (1620)

M. Robert Larocque: Je vais être honnête avec vous, il y a deux possibilités.

Cette transition va se faire, mais il faut l'accélérer. Le parfait exemple serait d'ouvrir les marchés en recourant à l'aide du gouvernement, par exemple dans le cas des bâtiments de grande hauteur.

Ensuite, il y a des politiques provinciales relativement à la gestion des forêts.

De plus, il y a de la recherche à faire sur les biocarburants et les bioplastiques. On sait qu'on est capable de sortir la molécule pour remplacer le fossile, un peu comme en agriculture, mais il faut quand même travailler avec les utilisateurs finaux pour qu'ils soient en mesure d'accepter ces produits.

M. Joël Godin: Je vous remercie beaucoup. Malheureusement, le temps dont je disposais est écoulé.

Merci, monsieur le président.

[Traduction]

Le président: Merci.

Monsieur Stetski, vous avez six minutes.

M. Wayne Stetski (Kootenay—Columbia, NPD): Merci. Vos témoignages étaient très intéressants.

J'ai assisté ce matin à un déjeuner organisé par l'Association canadienne des parcs et loisirs. On m'a remis, en cadeau, un porte-clé très artistique fait à partir d'un bout de planche à roulette recyclé.

J'admire et j'apprécie vraiment le travail que vous faites. Savez-vous s'il existe présentement un fonds d'innovation pour aider les petites entreprises à se lancer dans le genre de travail que vous faites? Sinon, le gouvernement devrait-il créer ce type de fonds?

Mme Carolyn Butts: C'est un drôle de hasard, mais votre question tombe à pic.

Je viens de consulter la liste. Présentement, il y a une initiative de financement qui s'adresse aux femmes. Il y a énormément de soutiens pour cela. Il y a eu de l'argent pour l'innovation dans les secteurs des déchets et de l'énergie. Je ne suis pas admissible, mais je pense que cela existe.

Selon moi, cependant, les subventions ou les fonds offerts ne semblent pas vraiment adaptés — du moins en ce qui me concerne — aux femmes ou aux intervenants du secteur qu'on est censé vouloir aider.

Donc, pour répondre à votre question, il y a effectivement des fonds à cette fin, mais je ne suis pas admissible. Toutefois, j'aime penser qu'il y a des gens dans la collectivité qui font ce genre de travail. De notre côté, nous n'avons pas reçu de financement.

Notre entreprise fonctionne parce que nous pouvons utiliser des matériaux gratuitement. Je reviens encore une fois là-dessus: je fais de l'argent essentiellement parce que je peux utiliser des matériaux gratuits.

M. Wayne Stetski: Il y a du financement. Faudrait-il peut-être modifier les critères d'admissibilité pour que les gens puissent y avoir accès?

Mme Carolyn Butts: En ce qui me concerne, c'est le cas.

M. Wayne Stetski: Nous avons besoin de recommandations à présenter au gouvernement afin d'aider à réduire notre empreinte carbonique et stimuler l'économie.

Mme Carolyn Butts: Si vous avez besoin de recommandations, c'est avec plaisir que je vous en fournirai. Rien de précis ne me vient à l'esprit, tout de suite...

M. Wayne Stetski: Nous sommes toujours heureux de recevoir des observations par écrit. Ce serait parfait si vous pouviez faire un suivi et nous fournir des recommandations quant aux façons dont nous pourrions aider notre entreprise à prospérer.

Mme Carolyn Butts: Merci. C'est formidable.

M. Wayne Stetski: Je vais maintenant passer au secteur forestier.

Clairement, lorsqu'on exporte des grumes, on exporte également des emplois canadiens. De façon générale, avez-vous étudié l'importance des émissions de carbone en relation avec les grumes ainsi que leur incidence sur les gaz à effet de serre en général?

Mme Kate Lindsay (vice-présidente, Durabilité et partenariats environnementaux, Association des produits forestiers du Canada): Je doute que nous ayons étudié la question en détail.

Vous avez déjà entendu le témoignage de M. Werner Kurz, du Service canadien des forêts. Le service examine effectivement l'utilisation des terres ainsi que les émissions liées aux changements d'utilisation des terres. Il se sert pour cela d'un modèle de bilan du carbone axé sur les produits de la forêt canadienne.

Je vais devoir vous répondre plus tard — ou vous pouvez consulter M. Werner Kurz — sur la question de savoir si tous les produits, globalement, sont pris en considération, peu importe leur forme, non façonnés ou ouvrés.

M. Wayne Stetski: Rapidement, j'ai une question à propos des mesures pour encourager le secteur de la bioénergie.

J'ai été maire de Cranbrook pendant quelques années. Cette année, les incendies ont été particulièrement nombreux, et nous aurions eu de très graves problèmes si les vents avaient soufflé dans une autre direction. Nous avons aussi travaillé à la création d'un écosystème de prairies, dans ma région de la Colombie-Britannique. Nous avons coupé et empilé des milliers de morceaux de bois, qui seront peut-être brûlés ou qui vont l'être à un moment donné.

Je crois qu'il faudrait mettre en place des mesures de protection contre les incendies et qu'il serait possible de créer des possibilités de loisir, parallèlement. On pourrait, par exemple, créer un réseau de sentiers autour d'une collectivité.

Malheureusement, les entreprises forestières ne voulaient céder aucune partie de leurs possibilités de coupe, alors il a été difficile de trouver une source fiable d'approvisionnement à long terme en fibres ligneuses à brûler pour produire de la bioénergie.

Étant donné cet obstacle, avez-vous des recommandations dont vous pourriez nous faire part afin de favoriser la réussite de la production canadienne de bioénergie à partir de déchets ligneux?

● (1625)

M. Robert Larocque: Personnellement, je dirais, par rapport à la bioénergie, que le grand nombre de politiques adoptées récemment vont vraiment changer la donne. Il y a, par exemple, la tarification du carbone ou la Norme sur les combustibles propres. Il y a aussi la norme en matière d'énergie renouvelable de la Colombie-Britannique.

Il y a une chose que je veux porter à l'attention du Comité. C'est à propos de ce que je vais appeler les incitatifs liés au carbone. Pour l'instant, ils ne s'appliquent qu'au secteur de la bioénergie. Disons que nous prenons le bois pour construire un grand bâtiment de bois. Cela ne vaut aucun crédit de carbone, mais, si je le brûle pour produire du biocarburant, je vais obtenir un crédit de carbone. À long terme, je crois que l'objectif serait de produire du plastique biologique, des biomatériaux, qui résistent longtemps, pendant des générations. Selon moi, les politiques actuelles s'appliquent au biocarburant. Vous allez voir, le secteur canadien du biocarburant va véritablement changer.

Personnellement, je crois que nous devrions utiliser ce genre de produits pour fabriquer une table, comme celle-ci, mais je pense qu'il y a présentement des lacunes à combler dans les politiques. Je ne crois pas que la situation va changer avant au moins cinq ans. Nous allons devoir faire quelque chose.

M. Wayne Stetski: Merci de votre recommandation.

Rapidement, j'ai le plaisir de donner un cours au College of the Rockies, chaque année, à Cranbrook. C'est l'un des deux collègues préférés, avec le collègue Selkirk. La dernière fois que je me suis rendu au cours, le professeur m'a demandé ce que je faisais par rapport à mon empreinte carbonique depuis que j'étais député. Bien entendu, la réponse était embarrassante. Je suis loin de pouvoir me vanter de mon empreinte carbonique.

Avez-vous des conseils sur les mesures à prendre pour apaiser notre conscience, étant donné que, à titre de députés, nous contribuons énormément aux émissions de gaz à effet de serre, vu le nombre de va-et-vient en avion que nous devons faire tout le temps?

M. Nevin Rosaasen: Je vais me lancer, puisqu'on s'est écarté un peu de notre sujet.

Les marchés du carbone fonctionnent, c'est une évidence, et nous avons besoin de signaux de prix si nous voulons réduire les émissions. Il faut garder à l'esprit que vous, les députés, faites un

travail important: vous êtes les acteurs du processus législatif, et vous tenez les autres au courant de ce qu'il est possible de faire collectivement. Malheureusement, il y aura toujours des députés qui vivent loin et doivent se déplacer. Les webinaires ne pourront jamais remplacer ces séances en personne.

En ce qui me concerne, je travaille de la maison. J'utilise les webinaires. Sauf aujourd'hui, je n'utilise plus de papier depuis que j'ai obtenu mon diplôme, en 2010. Je me suis intéressé aux marchés du carbone, et ce qu'il est important de savoir, c'est que les technologies d'atténuation sont déjà en train d'évoluer énormément. Vous l'avez entendu dans nos témoignages: nous poursuivons tous un but commun. Encore une fois, il serait regrettable de ne pas saisir cette occasion qui s'offre de tirer parti de tout ce que le secteur canadien de la bioéconomie a à offrir.

Don, avez-vous des commentaires?

Le président: Le temps est écoulé, mais vous avez tous la possibilité de poursuivre au prochain tour.

C'est déjà au tour de M. Amos, pour six minutes.

M. William Amos (Pontiac, Lib.): Merci à tous nos témoins.

Je vais poser mes questions assez rapidement, parce que mon but est surtout d'obtenir des renseignements aux fins du compte rendu pour notre étude. Je voudrais obtenir une réponse claire de Mme Butts, pour commencer.

Êtes-vous en faveur de la tarification de la pollution?

Mme Carolyn Butts: Oui.

M. William Amos: Merci.

Je m'adresse maintenant aux représentants de l'Association des produits forestiers du Canada: je crois avoir compris que vos membres ont fait de grandes choses, qu'ils ont pris un vaste éventail de mesures en matière de réduction des émissions carboniques, et en plus, que votre organisation dans son ensemble ne semble pas s'opposer de quelque façon que ce soit à la tarification du carbone ou à la création d'un marché des émissions carboniques. Ai-je vu juste?

M. Robert Larocque: Vous avez raison de dire que nous ne nous opposons pas à la tarification du carbone, mais je veux préciser qu'il faut que cela soit fait en prenant en considération les besoins des industries tributaires du commerce international.

M. William Amos: D'accord, merci. Selon vous, les politiques du gouvernement fédéral en matière de tarification de la pollution tiennent-elles compte des besoins des industries tributaires du commerce?

M. Robert Larocque: Je dirais que oui, du moins pour ce qui est des objectifs actuels, mais nous allons devoir attendre de voir les détails finaux. Je crois qu'ils seront publiés avant le 1^{er} janvier 2019.

● (1630)

M. William Amos: D'accord. Merci.

Monsieur Rosaasen, j'ai une question très simple pour vous. Votre organisation est-elle en faveur de la tarification de la pollution par le carbone?

M. Nevin Rosaasen: Oui, tout à fait. Une mise en garde s'impose, cependant: il faut que tout cela s'inscrive dans un cycle du carbone. Si vous imposez d'un côté une tarification de la pollution, ou du carbone, vous devez accorder des crédits pour la séquestration du carbone, que ce soit pour les produits forestiers utilisés dans les matériaux de construction ou pour les produits agricoles exportés partout dans le monde. Notre industrie agricole est elle aussi tributaire du commerce. Au quotidien, mon travail consiste à représenter l'Alberta, et, 85 % des quatre grandes cultures de cette province sont exportées. Les Prairies sont, pour ainsi dire, le grenier du monde. Dans cette optique, oui, absolument, ce serait...

Je m'en voudrais cependant de ne pas mentionner tous les services écosystémiques que nous fournissons avec tout le reste, qui vont des diverses pratiques de conservation du sol aux stratégies d'atténuation. Pour vous donner une idée, nous produisons aujourd'hui trois fois plus de nourriture qu'il y a 25 ans en utilisant des facteurs de production équivalents.

M. William Amos: Merci. Je vous remercie de tous ces détails.

J'aimerais reparler des produits forestiers, en particulier des produits forestiers de nouvelle génération qui favorisent non seulement le secteur forestier, mais aussi la société en l'aidant à prendre un virage vers la production durable. Le sucre industriel de nouvelle génération est un excellent exemple; les entreprises forestières de nouvelle génération veulent en produire.

D'après vous, l'énoncé économique de l'automne sera-t-il utile? Je parle en particulier des déductions pour amortissement accéléré, des amortissements fiscaux relativement à l'énergie propre et des amortissements fiscaux pour la machinerie et l'équipement utilisés dans la fabrication et la transformation. Ces mesures devraient stimuler ce genre d'investissement, n'est-ce pas? Pourront-elles aider l'industrie forestière?

M. Robert Larocque: Tout est affaire de détail, mais, selon ce que nous avons entendu dans l'énoncé économique de l'automne, cela devrait être utile. Nous nous intéressons particulièrement aux amortissements fiscaux pour l'énergie propre et pour la machinerie. Je ne veux pas non plus dénigrer tout le soutien gouvernemental que nous avons reçu au cours des 10 dernières années... Par exemple, nous ne pourrions pas produire ces bioproduits si nous n'avions pas fait 10 années de recherche auparavant.

Il y a eu des programmes de commercialisation et d'accès aux marchés, comme le Programme canadien d'exportation de produits du bois, ainsi que d'autres programmes relatifs au Code du bâtiment. Donc, oui, cela me sera utile, mais nous ne pouvons pas non plus oublier tout le travail fait par ailleurs au cours des 10 dernières années.

M. William Amos: Il ne faut pas négliger l'importance des autres soutiens.

Mon temps touche à sa fin. Selon vous, les organisations comme Ressources naturelles Canada ou le Conseil national de recherches vous ont-ils fourni le soutien nécessaire pour que les produits forestiers de la nouvelle génération apparaissent sur le marché canadien?

M. Robert Larocque: Je crois que nous avons fait 75 % du chemin. Il reste une lacune à combler du côté des bioproduits et des biomatériaux. Nous sommes en train de rater une formidable occasion d'encourager ce secteur. On met trop l'accent sur les biocombustibles.

Il y a aussi la chaîne de valeur. Nous avons eu du soutien. Nous pouvons produire du sucre. Je suis d'accord avec ce que vous dites.

Nous pouvons en produire dès demain matin, au Québec. Malgré tout, y aura-t-il quelqu'un en Europe pour l'acheter? La prochaine vague nous amènera à travailler avec les Exxon et Shell de ce monde. Nous n'avons pas la même chaîne de valeur, et notre but est justement de l'agrandir.

Cela rejoint un peu ce qu'on disait tantôt à propos du soutien. Le gouvernement du Canada pourrait ouvrir la voie et en faire la promotion cela dans ses achats et ses approvisionnements. Cela nous aiderait à accéder à ces marchés.

M. William Amos: Votre témoignage nous sera très utile. Merci à vous six.

Le président: Merci.

Monsieur Nuttall, vous êtes le suivant.

[Français]

M. Alexander Nuttall (Barrie—Springwater—Oro-Medonte, PCC): Merci, monsieur le président.

Je vous remercie de vos présentations d'aujourd'hui.

Avant de poser mes questions concernant les présentations, j'aimerais savoir, monsieur le président, où est Mme McKenna.

Il y a un montant de 500 millions de dollars dans le Budget supplémentaire des dépenses, mais Mme McKenna n'est pas ici.

• (1635)

[Traduction]

Elle ne s'est toujours pas présentée. Nous avons demandé à la recevoir encore et encore, à chaque séance, mais elle continue de nous faire attendre. Le Budget supplémentaire des dépenses va avoir des conséquences, essentiellement, sur l'ensemble du ministère et de notre comité. C'est pourquoi il peut toujours faire l'objet de discussions, mais, même quand Mme la ministre se trouve ici à Ottawa — elle représente une circonscription d'Ottawa —, elle préfère aller nager au YMCA pendant les séances du Comité. Nous avons pu obtenir une foule de choses différentes aux fins du compte rendu, mais nous ne réussissons pas à faire en sorte que la ministre vienne témoigner pour discuter des 500 millions de dollars de dépenses supplémentaires pour le ministère. Selon la procédure, la ministre doit justifier devant notre comité et le Parlement cette demande d'argent.

Maintenant, je vais poursuivre sur la lancée de mon collègue Joël et poser des questions à Mme Butts. Il a demandé quelque chose à propos de la taxe sur le carbone et de l'utilité d'une taxe sur le carbone visant des déchets qu'on réutilise. La taxe sur le carbone ne doit pas être imposée dans ce cas, puisqu'il ne s'agit pas vraiment d'une nouvelle production. En réalité, vous prévenez la création de déchets, et tout le reste.

Mme Carolyn Butts: Je vous propose d'offrir un dégrèvement.

M. Alexander Nuttall: Un dégrèvement: vous parlez ma langue.

Selon vous, le Comité ne devrait-il pas étudier cette question? Ne devrait-on pas chercher à savoir où et comment la taxe sur le carbone devrait être imposée? Il y a des entrepreneurs comme vous qui accomplissent des prouesses, qui surpassent les attentes, qui sont capables à la fois de créer une entreprise fondée sur ce qui est aux yeux de bien des gens de simples détritiques et de protéger notre environnement.

D'après vous, devrait-on recueillir de l'information à ce sujet, ici, afin d'en faire rapport au Parlement? Peut-être que cela influencera les politiques futures en matière de taxation du carbone.

Mme Carolyn Butts: Absolument. Selon mon expérience de l'industrie des résidus, les choses se font de manière occulte. Il y a énormément d'études qui doivent être faites, mais le manque de visibilité nuit.

M. Alexander Nuttall: Je trouve intéressant que vous disiez cela, parce qu'il y a une entreprise dans ma circonscription... J'essaie de ne pas parler uniquement de ma circonscription, mais il se trouve que nous avons effectivement une entreprise, Barrie Metals. Je ne sais pas si vous en avez déjà entendu parler, mais elle a réalisé des centaines de millions de dollars de ventes il y a deux ou trois ans.

L'entreprise prend tous vos déchets électroniques et les met dans une machine de son invention pour en extraire, essentiellement, les éléments comme l'argent, l'or, etc. et les revendre. Au bout du processus, il ne reste pratiquement plus de déchets. Les déchets sont véritablement et incroyablement réutilisés, le plastique et tout le reste. Personne n'est au courant de leur existence. Personne ne sait que cette entreprise est là, et pourtant, elle brille à l'étranger. Leurs machines, qui rendent tout cela possible, sont brevetées.

C'est un exemple de très grande entreprise, mais il y a aussi des exemples plus modestes partout, dans tous les secteurs. Malheureusement, nous ne savons pas ce que vous pourriez faire pour nous aider. Nous n'avons pas d'études sur la taxe sur le carbone ou sur ce qui se fait par ailleurs... Nous ne voulons pas imposer la taxe aux mauvaises industries, nous voulons offrir des incitatifs aux bons endroits, et je dis cela en tant que conservateur. Le fait que nous ne pouvons pas faire cela est un grave problème pour notre comité.

Manifestement, il semble que vous aimeriez avoir cette information.

Mme Carolyn Butts: J'aimerais bien. J'aimerais en faire partie.

M. Alexander Nuttall: Nous serions ravis de vous avoir de nouveau avec nous, si nos amis nous le permettent.

Mme Carolyn Butts: Bien sûr. J'ai essayé de mener une enquête. J'ai visité de nombreux centres de recyclage pour savoir quels sont leurs marchés. Comme je l'ai dit, je me suis rendue dans des entreprises et j'ai essayé d'intercepter leurs déchets. J'ai fait mes recherches, mais je n'ai pas pu aller plus loin. Je ne sais pas si j'ai besoin d'un genre de prétexte ou de quelque chose pour m'aider à tirer les vers du nez aux gens.

M. Alexander Nuttall: C'est intéressant. Il y a une autre chose. J'ai une minute, mais je ne vais pas la prendre au complet. Il y avait une autre chose très intéressante dont j'ai entendu parler. Ma tante a proposé quelque chose comme ça à Barrie, mais je pense qu'elle voulait que ce soit moi qui le fasse plutôt qu'elle, ce qui fait toujours d'elle une bonne tante.

En Suède, il y a des centres commerciaux entiers de choses qui, essentiellement... on se rend dans des sites d'enfouissement et on retire tout ce qui est utilisable. Les artisans, les collèges et tout le monde travaillent ensemble, puis ils obtiennent les produits finis. Des centres commerciaux entiers font cela...

• (1640)

Mme Carolyn Butts: En effet, j'en ai entendu parler.

M. Alexander Nuttall: ... et on a fortement réduit la quantité de déchets dans les sites d'enfouissement. Pouvez-vous imaginer quelque chose comme cela se produire là où vous êtes? Auriez-vous besoin d'un financement initial pour le faire, ou pensez-vous que c'est quelque chose qu'on peut faire sans financement?

Mme Carolyn Butts: Absolument, je peux l'imaginer. Je pense nous devons commencer par le financement de la recherche.

J'aimerais beaucoup passer mon temps à frapper aux portes, mais je dois aussi subvenir à mes besoins, et nous devons tous travailler. Je pourrais envisager le financement de la recherche.

M. Alexander Nuttall: Ce pourrait être un incitatif à éviter la production de carbone en prenant des produits qui existent déjà et en les livrant à un nouveau processus.

Mme Carolyn Butts: Nous ne pouvons pas retirer les déchets des sites d'enfouissement pour l'instant. Nous n'avons pas le droit. Il y a beaucoup de problèmes que nous devons régler.

M. Alexander Nuttall: C'est intéressant.

D'accord, je vous remercie.

Le président: Monsieur Peschisolido, vous avez six minutes.

M. Joe Peschisolido (Steveston—Richmond-Est, Lib.): Monsieur le président, je vous remercie. J'aimerais souhaiter la bienvenue aux témoins et les remercier de leurs témoignages.

J'aimerais commencer par le groupe Biological Carbon Canada.

Monsieur McCabe, j'ai été fasciné par votre exposé. Vous parlez d'élevage. Vous parlez d'un changement dans le système agricole. Si nous voulons passer d'un certain type d'économie à une économie à faible émission, nous devons faire ce dont M. Rosaasen a parlé. Nous devons nous adapter.

Vous avez parlé d'innovation technologique et de la nécessité pour le gouvernement fédéral d'investir de l'argent. Pouvez-vous nous en dire plus sur le type d'innovation technologique dont vous parliez et sur le type d'investissement que vous espérez recevoir du gouvernement fédéral?

M. Don McCabe: Eh bien, lorsqu'il s'agit d'innovation technologique, l'agriculteur va chercher des possibilités d'intégrer cette technologie dans un système d'action. Il peut s'agir du besoin de semences qui ont fait l'objet de recherche et qui ont été mises à profit pour les marchés. Ce peut être de la recherche pour savoir comment utiliser un produit lorsqu'il est prêt. Il s'agit d'un continuum complet, comme l'ont souligné nos amis du secteur forestier. Il faut que ce soit un cycle continu.

La chaîne d'innovation technologique dans laquelle nous sommes actuellement est extrêmement rapide sur le plan de l'agriculture. Comme Nevin l'a souligné, nous avons eu l'occasion de faire fonctionner notre équipement de façon autonome bien avant que les Cadillac arrivent avec leurs outils séduisants. À présent, dans notre situation actuelle et dans celle vers laquelle nous allons avec l'imagerie satellite, l'utilisation de drones et la télédétection permettront aux personnes de gérer leur terre avec beaucoup plus de précision et beaucoup moins de travail. Les capteurs qui pourront être déployés dans les champs permettront de saisir les possibilités de lutte antiparasitaire et d'autres possibilités relatives à la gestion.

Ce n'est que la pointe de l'iceberg. Je peux en parler toute la journée. En même temps, il est également important de s'assurer qu'il y a des personnes instruites qui peuvent venir nous appuyer. L'agriculteur est le gestionnaire de l'ensemble du processus, mais il a besoin de gens qui ont de l'expertise dans un domaine donné pour être en mesure de comprendre le fond des choses.

M. Joe Peschisolido: Je ne me souviens pas qui a mentionné le concept de nos systèmes nutritionnels, mais l'un d'entre vous peut-il nous en dire un peu plus à ce sujet?

M. Nevin Rosaasen: Bien sûr. Je vous remercie.

La gérance des nutriments 4B, comme nous l'appelons, est fondée sur la réduction des émissions d'oxyde nitreux. C'est ce qu'on appelle aussi le protocole PREON. Il est fondé sur l'utilisation de la bonne quantité d'engrais, au bon tarif, au bon endroit et au bon moment. Ce faisant, nous avons d'énormes possibilités de réduire les émissions de gaz à effet de serre qui découlent actuellement de l'utilisation d'engrais. Nous pouvons également réduire la volatilisation et le ruissellement, entre autres.

Il s'agit essentiellement de faire correspondre précisément les éléments nutritifs prescrits dont vous avez besoin. Cela peut changer selon que l'on se trouve au sommet d'un tertre, comme on dit en ce qui concerne les sols agricoles, à mi-pente ou en bas. Nous avons le logiciel, la technologie et l'application à taux variable pour que vous puissiez modifier les taux partout. C'est programmé à l'avance, avant que vous ne montiez sur le tracteur et que vous ne démarriez.

Il s'agit d'une technologie incroyable. Elle est mise en oeuvre dans le monde entier. Elle a été conçue et créée, cela va de soi, ici au Canada. Il est temps pour nous de reconnaître que ces protocoles existent. Ils doivent être continuellement mis à jour en fonction de l'évolution de la science, mais ce n'est qu'une occasion que nous avons déjà saisie dans le cadre des systèmes agricoles. Nous devons seulement le reconnaître.

Nous avons notre rôle à jouer. Nous n'avons qu'à accorder le crédit qui s'impose et à reconnaître qu'il s'agit d'un cycle du carbone. Lorsque vient le temps de fixer le prix du carbone, les gens réagissent lorsque vous faites mal à leur portefeuille. Comme nous sommes des secteurs tributaires du commerce et que nous travaillons avec de faibles marges, nous devons en effet regarder où tous ces progrès ont été réalisés. Absolument, nous faisons partie de la solution.

• (1645)

M. Joe Peschisolido: Madame Butts et monsieur Honegger, peut-être que cela ne vous concerne pas, mais vous n'avez pas parlé de la façon dont vous avez réorganisé les structures. Vous penchez-vous là-dessus? Fournissez-vous simplement des biens que vous mettez dans des maisons ou des condos?

Mme Carolyn Butts: J'aimerais que Hans nous en parle. Il un architecte de restauration de renommée au Canada. Il a travaillé partout au Canada.

M. Joe Peschisolido: C'est ce que je pensais, mais vous n'en avez pas parlé beaucoup.

M. Hans Honegger: Je me spécialise en revitalisation communautaire. J'étais codirecteur de la Fiducie nationale dans le cadre du Programme de revitalisation des rues principales du Canada. Pendant la plus grande partie de ma vie, j'ai travaillé avec des organisations qui se sont penchées sur le développement durable et les paysages ruraux. Nous sommes toujours engagés à cet égard.

Je reviens à la question.

M. Joe Peschisolido: Non, allez-y, je vous en prie.

M. Hans Honegger: Notre stratégie de fonctionnement est de réduire les frais généraux. Cela nous libère et nous permet de mieux concevoir nos propres vies. Dans les régions rurales du Canada, à peu près partout, c'est facilement réalisable. J'ai conçu des plans de restauration pour Nelson, en Colombie-Britannique — j'étais coordonnateur résident de ce projet —, et Perth, en Ontario. Toute ma vie, je me suis occupé de vieux bâtiments, mais je ne suis pas contre la démolition, ce qui n'est pas facile à dire, tant que ce qui remplace le bâtiment est mieux que ce qui y était. C'est la directive

dans la plupart des cas. Les bâtiments doivent être rentabilisés et, à cette fin, on envisage toujours une utilisation mixte.

M. Joe Peschisolido: Je vous remercie.

Le président: Nous allons maintenant passer à M. Godin.

[Français]

M. Joël Godin: Merci, monsieur le président.

Mes prochaines questions vont s'adresser à MM. Rosaasen et McCabe.

Monsieur Rosaasen, vous avez mentionné, dans votre allocution d'ouverture, qu'un système avait été mis en place en 2007.

Pouvez-vous nous parler davantage de ce système?

[Traduction]

M. Nevin Rosaasen: En 2007, en Alberta, nous avons eu le Règlement sur les émetteurs de gaz désignés, c'est-à-dire l'excédent d'émissions qui se traduirait par de gros émetteurs finaux, donc le protocole de réduction des émissions de gaz désignées.

Dans le cadre de ce protocole, l'occasion de concevoir différents types de compensations sur le marché du carbone s'est présentée. Ces compensations ont permis aux grands émetteurs finaux de payer la taxe, qui a été fixée en Alberta, en 2017, à 15 \$ la tonne, ou d'utiliser une compensation en fixation de carbone pour compenser leurs émissions excédentaires. Au cours de cette période, uniquement grâce au protocole de conservation culturelle — qui fait référence aux semis directs ou à la culture sans travail du sol ou encore à la culture sans labours —, nous avons réussi non seulement à séquestrer, mais également à faire vérifier par un tiers que cela se faisait effectivement, et à sérialiser, ce qui signifie en fait mettre un numéro de série sur ce crédit carbone généré dans le registre en Alberta. Il s'agissait de l'équivalent de 14,7 millions de tonnes, ce qui représente toutes les camionnettes vendues en 2017 en Amérique du Nord.

Il y a d'énormes possibilités lorsque ce potentiel est reconnu. Il y a eu quelques obstacles en cours de route. Lorsqu'il y a des changements dans le gouvernement, la réglementation et les politiques à venir, l'environnement politique devient imprévisible. Il y a eu certains changements, bien sûr, qui ont permis aux grands émetteurs finaux d'utiliser seulement 30 % de leurs surplus d'émissions comme compensations, de sorte que, essentiellement, cela s'est quelque peu effondré ou a entraîné d'importantes réductions passant, disons, de 15 \$ la tonne à un montant beaucoup moins élevé.

Le potentiel est énorme. Nous savons que nous pouvons en tirer profit. Nous savons que nous adoptons déjà beaucoup de ces technologies d'atténuation, non seulement dans le secteur agricole, mais également dans le secteur forestier et même dans la gestion des déchets grâce au captage du méthane pour certains des sites d'enfouissement qui ne disposent pas d'autres options.

Don, je sais que vous aimeriez ajouter quelque chose.

• (1650)

M. Don McCabe: Le système de l'Alberta a été un système très précoce qui a ouvert la voie au reste du pays pour qu'il puisse explorer davantage de possibilités. Ici, en Ontario, alors que nous avions un gouvernement libéral, on a mis en place un programme de plafonnement et d'échange. Il a été mis en place en théorie. Nous avions un plafond, mais, malheureusement, il n'y avait aucun échange de droits d'émissions pour les industries agricoles et forestières permettant d'offrir des solutions de compensation.

Nous allons maintenant vers un système de type australien. Je n'ai pas encore eu l'occasion d'étudier ce système pour savoir s'il comprendra des possibilités de revenu pour nous, dans les secteurs agricoles et forestiers. Encore une fois, je le répète, nous sommes à la fin du cycle ou au début du cycle ou au commencement du continuum — peu importe comment vous voulez le décrire —, parce que nous achetons au détail, nous vendons en gros et nous payons le transport routier dans les deux sens.

Faites attention à la façon dont vous parlez. J'admets qu'il doit y avoir un prix pour le carbone. Une taxe sur le carbone est destructrice pour nous dans les industries primaires. Le programme de plafonnement et d'échange de droits d'émissions doit être pleinement opérationnel en ce qui a trait à l'échange; ce sera donc la façon la moins rentable pour nous de régler les problèmes, mais, bob sang, si vous ne le reconnaissez pas à l'échelle internationale, je ne sais pas pourquoi nous gaspillons des billets d'avion pour la Pologne pour parler dans le vide.

[Français]

M. Joël Godin: Je vous remercie.

Pour ma culture personnelle, pourriez-vous me dire qui était au pouvoir en Alberta, en 2007?

[Traduction]

M. Nevin Rosaasen: C'était un gouvernement conservateur.

[Français]

M. Joël Godin: Merci.

Ce que je comprends de votre réponse, c'est que l'industrie s'est disciplinée et qu'elle a commencé dès 2007 à porter attention à l'environnement.

Le dossier de l'environnement n'est pas nouveau, il ne vient pas d'apparaître. Le processus s'est accéléré, peut-être parce que le milieu environnementaliste a fait les interventions nécessaires à cette fin. En effet, nous ne pourrions probablement pas reculer, car il faut construire pour l'avenir.

Dans votre présentation, vous avez parlé de problèmes au Canada, mais vous avez aussi parlé de solutions. Il est intéressant de voir qu'il y a de l'espoir, qu'il existe des organismes et des compagnies qui se réglementent d'elles-mêmes et qui proposent des solutions pour être encore plus respectueux de notre planète. C'est encourageant.

Monsieur Rosaasen, vous avez dit tout à l'heure que vous étiez en faveur d'une taxe sur le carbone.

Je pense que vous suggérez un moyen, la taxe sur le carbone, pour arriver aux mêmes fins que moi et que toutes les personnes qui sont autour de la table, c'est-à-dire la protection de notre environnement.

Pouvez-vous m'expliquer votre raisonnement?

[Traduction]

M. Nevin Rosaasen: Encore une fois, les signaux de prix fonctionnent, n'est-ce pas? Même en l'absence de réglementation ou de taxe sur le carbone, toutes les industries amélioreront leur efficacité afin de réduire leurs coûts globaux. Même en l'absence de réglementation dans la province dont je suis originaire, la Saskatchewan, les producteurs ont été les premiers à adopter la technologie de culture sans travail du sol. Ils continuent de le faire et d'innover. Il est très important de reconnaître que le climat et l'économie vont de pair.

[Français]

M. Joël Godin: Je vous remercie.

[Traduction]

Le président: Je vous remercie.

Nous allons maintenant passer à M. Fisher.

M. Darren Fisher (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président, et merci, mesdames et messieurs.

Je vais commencer par vous, Carolyn et Hans. Je suis fasciné par le recyclage valorisant. En transformant les déchets en trésors — les déchets d'un homme sont le trésor d'un autre —, vous transformez ce que nombre de personnes considèrent être des déchets en produits réutilisables très intéressants. Félicitations.

Ce n'est pas tout à fait comparable, mais à Dartmouth—Cole Harbour se trouve une entreprise appelée Dan-x. Bien avant que quiconque mette en lumière le problème avec les ampoules électriques ou qu'on voie la valeur de ces ampoules, l'entreprise récoltait les ampoules électriques usagées, les recyclait en quatre ou cinq produits différents et les vendait tous. Le produit le plus difficile à vendre, c'était celui pour lequel il a fallu pratiquement créer un marché: la poudre de phosphore.

Je m'éparpille un peu, mais je pense à la responsabilité élargie des producteurs. Par exemple, lorsqu'on achète un pneu, on paie quatre dollars immédiatement qui servent à la fin de vie du produit. Et si, en plus d'imposer ce coût, nous faisons en sorte que le produit soit accessible aux artistes ou aux gens qui font du recyclage valorisant?

Vous avez parlé d'habits de neige. Peut-être que ce producteur doit élaborer un plan s'il a un produit invendable.

• (1655)

Mme Carolyn Butts: Oui.

M. Darren Fisher: J'essaie seulement de sortir des sentiers battus. Je doute fort que nous en arrivions à une position où un site d'enfouissement sera comme un grand marché aux puces pour les gens qui font du recyclage valorisant, mais il y a certainement des choses qui se retrouvent plutôt dans des installations de recyclage. Certaines de ces installations sont probablement une vraie mine d'or.

Mme Carolyn Butts: Oui. Sauf qu'il s'agit d'une activité salissante, n'est-ce pas? Nous devons littéralement nous en occuper. J'ai visité des installations de recyclage. Le succès d'une telle installation dépend des marchés; elle doit en trouver. Supposons que je suis un producteur. Une installation de recyclage pourrait accepter les chambres à air, et je pourrais les acheter, si c'est ce à quoi vous faites allusion. S'il y a un centre d'échange ou un endroit non pas seulement pour les oeuvres d'art... J'utilise l'art et le design, mais je crois qu'on peut créer un matériau de base, non pas seulement des oeuvres d'art. Je crois que ce que je fais démontre que les déchets ont une valeur et qu'on gaspille de l'argent.

M. Darren Fisher: C'est un autre moyen de réutiliser les matières.

Mme Carolyn Butts: Oui, et comme le dit mon collègue ici, l'argent fait foi de tout. Si nous pouvons montrer la valeur de démonter les produits comme les ampoules électriques, c'est fantastique. Pour tout ce que nous fabriquons, nous devons penser à la façon de désassembler les produits. À l'heure actuelle, nous faisons un travail médiocre à cet égard.

J'aime l'idée de la recherche. Cette industrie est vraiment prête à explorer différentes avenues, mais on peut faire beaucoup d'argent avec les sites d'enfouissement. C'est un secteur très corrompu. J'ai mentionné le camionnage.

Vous devez régler ce problème, reconnaître la valeur des produits recyclés et faire savoir que le domaine des sites d'enfouissement est un domaine lucratif. Nous jetons des matériaux précieux.

L'environnement est assurément ce qui me motive. Il devrait être la motivation de tout le monde, mais pour appliquer le concept du berceau au berceau avec un matériau, le prochain produit doit être de bonne qualité. On ne devrait pas seulement dire: « Cela suffit parce que c'est recyclé. » Le produit doit être beau. J'ai utilisé des tissus qui provenaient de déchets de consommation recyclés qui étaient magnifiques et d'autres qui l'étaient moins. Je sais que les belles choses se vendent bien. C'est la composante du design dont nous avons besoin pour nos matériaux.

J'y pense beaucoup et j'ai fait beaucoup de recherche là-dessus. Nous avons beaucoup de pain sur la planche.

M. Darren Fisher: Lorsque nous pensons aux déchets, nous savons depuis un bon moment qu'ils représentent de l'argent, de l'argent perdu, qu'il s'agisse d'énergie de remplacement et de valorisation énergétique des déchets, qui existent sous plusieurs formes, ou de recyclage valorisant d'un élément des déchets d'une personne. Félicitations. Je crois que c'est fascinant.

Mme Carolyn Butts: Merci.

M. Darren Fisher: Je ne sais pas s'il me reste du temps, monsieur le président.

Le président: Vous avez une minute et demie.

M. Darren Fisher: Je vais donner le reste de mon temps à M. Bossio.

M. Mike Bossio: Je crois qu'il y a un petit aspect dont il faut parler et j'aurais deux questions rapides à poser.

D'abord, s'il y avait une responsabilité des producteurs entourant l'administration afin que ceux qui fabriquent les produits en premier lieu soient responsables de l'aspect du berceau au berceau, conviendrait-il que beaucoup plus de producteurs augmenteraient la valeur du produit consommé au bout du compte? Par conséquent, cela vous fournirait de bons matériaux qui pourraient être utilisés pour créer cette valeur. On pourrait également réutiliser les produits consommés pour fabriquer un nouveau produit, ce qui ferait progresser le concept du berceau au berceau.

Mme Carolyn Butts: Nous connaissons tous les normes dont j'ai parlé, que ce soit LEED ou ISO 9001, qui sont des normes d'entreprises. Je suis allée dans des sociétés qui recyclent leurs propres déchets. Elles ne peuvent rien me donner parce que tous les déchets retournent à la fabrication. Voilà la façon dont nous devons penser. Le plus simple...

• (1700)

M. Mike Bossio: Je suis désolé de devoir vous couper la parole.

J'ai une dernière question à poser, et elle s'adresse à vous, monsieur Rosaasen. Pour ce qui est des avancées qui ont été réalisées en agriculture en Alberta, qui sont phénoménales — et je félicite les producteurs d'avoir pu réduire leurs émissions de manière importante —, croyez-vous qu'elles se seraient produites s'il n'y avait pas eu cet incitatif créé par le mécanisme de tarification mis en place en 2007 par l'Alberta? Le signal de prix clair, à mon avis, a été l'incitatif qui a vraiment favorisé une grande partie des avancées et des innovations qui ont été réalisées.

M. Nevin Rosaasen: Très brièvement, parce que je vois que nous n'avons plus de temps, le signal de prix a seulement été envoyé aux grands émetteurs finaux. Les producteurs adhéraient déjà à cette idée. Également, ils y souscrivent partout au pays, d'un océan à l'autre. Ce n'est pas le signal de prix qui a d'abord incité les producteurs à réduire au minimum le nombre d'épandages aériens, à

choisir le semis direct et à adopter le guidage GPS autonome ou de précision. Tout cela se produit en l'absence d'une réglementation.

Ce que je veux dire, c'est que, oui, les signaux de prix fonctionnent, et les producteurs continueront d'adopter des processus écologiques et de faire preuve d'innovation. Toutefois, il faut comprendre que nous avons un énorme potentiel en produits biologiques et reconnaître que nos sols ont une énorme capacité tampon, tout comme nos forêts. Il est impératif de savoir que nous pouvons faire avancer l'innovation encore davantage.

M. Mike Bossio: Merci beaucoup.

Merci à tous.

Le président: Wayne, avant que vous preniez la parole, nous en serions rendus normalement à la dernière question de trois minutes. Compte tenu de l'heure, nous pouvons ajouter une série de questions de six minutes pour chaque parti. Voulez-vous utiliser vos six minutes et conserver vos trois minutes pour la toute fin de la séance? Ou voulez-vous prendre vos trois minutes et utiliser vos six minutes à la fin? Nous sommes souples ici.

M. Wayne Stetski: Je vais commencer par mes trois minutes.

Le président: D'accord.

M. Wayne Stetski: Hans, je veux vous remercier du travail que vous avez fait à Nelson. C'est une belle ville qui accorde de l'importance à son patrimoine et à ses édifices patrimoniaux. Merci de votre contribution à cet égard. Je vous en suis très reconnaissant.

Ma question s'adresse à Robert ou à Kate. Une des recommandations que nous avons entendues dans le cadre de notre étude sur la protection de 10 % des zones marines et de 17 % des terres, c'était que la moitié de la forêt boréale devrait ou pourrait être protégée à des fins de conservation. Je serais curieux d'entendre votre point de vue sur ce sujet. Il est intéressant de penser aux forêts en fonction de la valeur de la séquestration du carbone par comparaison avec la valeur réelle du bois d'oeuvre d'un arbre. La forêt est précieuse dans les deux cas. Que pensez-vous du concept de conservation de 50 % de la forêt boréale du point de vue de l'économie et du point de vue des changements climatiques?

Mme Kate Lindsay: C'est une question intéressante. J'ai siégé au comité d'En route vers l'objectif 1 du Canada, qui a examiné des façons d'en arriver à la protection de 17 % des terres. Je commencerais par dire qu'on ne reconnaît pas toutes les mesures de conservation qui sont prises au sein de paysages fonctionnels. Dans l'industrie forestière, d'importantes parties de nos terres aménagées font actuellement l'objet de mesures de conservation, qu'il s'agisse de zones riveraines, d'aires de gestion de la faune ou d'autres.

Je crois que vous voulez reconnaître ce que vous avez probablement entendu des gens du Service canadien des forêts concernant l'approche systémique. Le véritable avantage du bois et de la séquestration de carbone, c'est que les arbres séquestrent le carbone, mais le produit le séquestre également. D'un point de vue systémique global, nous voulons nous assurer d'utiliser le bois que nous récoltons de la forêt. Nous reboisons ces forêts et faisons en sorte que ces arbres repoussent et séquestrent le carbone. Nous souhaitons que les produits que nous fabriquons durent longtemps afin que des choses comme des tables et de grands immeubles en bois séquestrent le carbone pour des décennies et des siècles. Il faut vraiment optimiser l'utilisation des produits en bois de même que le reboisement des forêts en vue de conserver un paysage fonctionnel et de progresser sur les deux tableaux. De telles façons de faire peuvent offrir des avantages en matière de conservation et de séquestration du carbone.

• (1705)

M. Wayne Stetski: Certains de mes électeurs sont inquiets et se demandent si nous faisons assez de reboisement. J'imagine qu'il est difficile de voir de petits arbres, mais que pensez-vous de ce que nous faisons au Canada en matière de reboisement?

Mme Kate Lindsay: C'est une très bonne question. Nous sommes tenus par la loi de faire du reboisement après la coupe. Je crois que ce que nous voyons, particulièrement en Colombie-Britannique et maintenant en Alberta, c'est que lorsqu'il y a d'énormes feux de forêt et d'importantes pullulations de ravageurs, le gouvernement, l'industrie et d'autres doivent déployer des efforts supplémentaires afin de rétablir et de reboiser ces secteurs plus rapidement. Cela exigera davantage d'efforts de la part du gouvernement et de l'industrie.

Le président: Merci, monsieur Stetski.

Nous allons maintenant passer aux députés libéraux. Vous pouvez partager vos six minutes comme vous le voulez.

M. Mike Bossio: C'est bien d'avoir une autre occasion de discuter de ce sujet.

Une des choses que j'aimerais souligner, pour les personnes autour de la table qui ne le savent peut-être pas, c'est que Hans Honegger est une des personnes qui a aidé en réalité à concevoir nos salles et nos tables de comité — la mise en place de toute l'opération. Il fallait que je le mentionne. C'est une personne remarquable qui a eu une influence à bien des égards. Il a également utilisé le cuivre de l'ancien toit de l'édifice du Centre de façons novatrices. Il a fait tout ce qu'il pouvait pour optimiser les matériaux. Je voulais souligner sa contribution.

Quant à la forêt, je sais que, dans le secteur de la construction, on veut être en mesure de construire des structures plus grandes en utilisant le bois. Quels sont les autres produits d'ingénierie? Y a-t-il une possibilité d'utiliser de plus en plus le bois dans le secteur de la construction au lieu de matériaux comme la cloison sèche et des choses du genre? Nous utilisons des panneaux d'aggloméré et des éléments semblables à l'extérieur des immeubles, mais qu'en est-il à l'intérieur de la construction des résidences et des locaux commerciaux?

M. Robert Larocque: La possibilité est énorme. Nous sommes des chefs de file à cet égard, à mon avis, par rapport aux pays européens. Par exemple, il existe une occasion immense pour ce qui est de l'isolant en fibre.

M. Mike Bossio: Particulièrement le produit résiduaire, je présume?

M. Robert Larocque: Exactement.

Ensuite, par exemple, nous avons maintenant deux usines de conversion de panneaux OSB au Canada. Il y en a une à Swan River et une autre en Colombie-Britannique. L'ancien panneau OSB est maintenant appelé du parement. Ce produit dure 50 ans. C'est seulement un panneau. On peut le peindre. Il se trouve à l'extérieur... Il y a beaucoup de possibilités de modifier ou d'altérer des technologies existantes, comme le revêtement de sol ou d'autres choses, afin que les produits aient une valeur ajoutée et durent plus longtemps. Nous examinons toutes ces possibilités.

Je crois que la technologie existe. Le bois lamellé-croisé en est une autre. Nous avons aussi le lamellé-collé. On utilise des copeaux et des déchets de bois pour fabriquer des panneaux de particules. Il faut réaliser certains investissements. La dernière usine de conversion de panneaux OSB, par exemple, a coûté 75 millions de dollars.

M. Mike Bossio: Je serai heureux de laisser le reste de mon temps à M. Casey.

M. Bill Casey (Cumberland—Colchester, Lib.): Merci beaucoup.

Les fermes verticales en Nouvelle-Écosse ont beaucoup évolué. Ce sont essentiellement des producteurs en culture hydroponique. Quelle comparaison peut-on faire entre l'efficacité énergétique d'une ferme verticale et celle d'une ferme traditionnelle? Quelles sont les incidences sur l'environnement?

M. Don McCabe: Eh bien, je n'essaie pas d'éviter votre question, mais cela dépend des conditions aux limites et du nombre de possibilités envisagées avec cette ferme verticale. Je connais une ferme verticale aux Pays-Bas qui fait de l'exploitation laitière, de l'aquaculture et de la culture hydroponique. Cette ferme fabrique environ sept produits de base.

Tout d'abord, la consommation d'énergie variera selon la production de la ferme verticale. Elle peut réduire considérablement l'empreinte terrestre. Prenons l'exemple de la capacité actuelle de l'industrie des cultures de serre dans le Sud de l'Ontario. La production de tomates dans une serre peut avoir un rendement de deux à quatre fois plus élevé qu'une production extérieure. J'aimerais que vous vérifiiez ce chiffre parce que je ne suis pas producteur de tomates — je suis un heureux consommateur de ketchup.

Comme les innovations progressent, pourquoi ne pas installer une ferme verticale au sein de la ville? À mon avis, ce serait une merveilleuse utilisation des vieux gymnases d'école. Également, pourquoi ne pas remplir les piscines de tilapia? On peut raccourcir la distance pour obtenir de la nourriture locale. Je ne sais pas ce que signifie « nourriture locale » parce que les gens vont crever de faim s'ils dépendent de ce qui est produit dans un rayon de 100 milles de Toronto. Je ne crois pas qu'on ait trouvé quoi que ce soit qui s'apparente à des terres agricoles en ville pour s'éloigner du transport routier de produits. Mon sarcasme est intentionnel.

La réalité, c'est qu'on doit définir encore davantage le système afin d'être en mesure de répondre à cette question. Les terres agricoles, à l'heure actuelle, produisent de plus en plus grâce aux innovations permettant d'optimiser leur potentiel.

• (1710)

M. Bill Casey: Merci beaucoup.

Je crois que je vais maintenant passer aux pneus. Je regardais l'énorme pile de pneus sur l'écran plus tôt et je me demandais combien de plaques murales on pourrait fabriquer. Est-ce réaliste de recycler une grande quantité de pneus?

Mme Carolyn Butts: Nombre de pneus sont recyclés et revendus à l'heure actuelle. Notre industrie du pneumatique est un autre exemple. Nous avons besoin de pneus pour nous déplacer, mais nous en fabriquons beaucoup. Je ne pourrais pas réaliser assez d'œuvres d'art à partir de pneus à ce stade. Tout le monde sur la planète en aurait une, j'en suis certaine, parce que j'en ai créé quatre avec mes propres pneus.

On fabrique des choses avec des pneus en les recyclant. Nos pneus qui sont encore en assez bonne condition, mais peut-être pas pour nos hivers, sont vendus à l'étranger; je sais qu'ils sont revendus. Encore une fois, c'est Tire Stewardship. Je ne sais pas ce que fait l'entreprise maintenant. J'ai des tapis faits de pneus. J'aime les plans de marche fabriqués à partir de pneus.

M. Bill Casey: Je ne...

Le président: Je suis désolé. Je crois que nous n'avons plus de temps. Merci beaucoup.

Nous allons maintenant passer à nos collègues conservateurs.

Monsieur Godin.

[Français]

M. Joël Godin: Merci, monsieur le président.

Monsieur Bossio, je vous remercie de nous avoir fait connaître cet artiste.

Vous, les artistes, êtes malheureusement très humbles et discrets, mais je pense que vous méritez que l'on souligne votre talent. Monsieur Honegger, je suis heureux de travailler à cela. C'est très efficace.

Plus tôt, madame Butts, vous avez dit travailler à vendre vos produits et que les gens les achetaient avec leur cœur. Il y a assurément une contrainte.

Pour faciliter votre recherche, le gouvernement ne pourrait-il pas établir un répertoire de résidus? Cela pourrait vous permettre, ainsi qu'à d'autres artistes et à d'autres entreprises, de voir quel est l'inventaire de résidus disponibles. Ces produits pourraient être utilisés pour protéger notre environnement.

[Traduction]

Mme Carolyn Butts: Puis-je vous poser une question?

[Français]

M. Joël Godin: Bien sûr.

[Traduction]

Mme Carolyn Butts: Selon vous, comment cela pourrait-il être possible? Comment pourrait-on établir ce répertoire? Comment procéderait-on?

[Français]

M. Joël Godin: Chaque entreprise qui a des résidus devrait les inscrire dans un registre, soit à Ressources naturelles Canada, soit à Environnement et Changement climatique Canada. Il s'agirait tout simplement de gérer ces données. Celles-ci pourraient être rendues publiques et publiées sur un site Web. Ce serait une solution très simple, tout à fait élémentaire. C'est le genre de chose que j'ai essayé d'instaurer dans Portneuf—Jacques-Cartier. Savez-vous quel a été mon problème, cet été? J'avais un budget pour engager un étudiant afin de répertorier tout cela, mais nous avons fait face à un manque de main-d'œuvre. C'est un autre problème.

Est-ce qu'un tel outil pourrait faciliter votre recherche?

[Traduction]

Mme Carolyn Butts: Absolument, mais je conviens avec vous qu'il faudrait beaucoup de main d'œuvre pour mettre ce registre en place.

Quant aux incitatifs, les entreprises jettent aussi parfois des déchets toxiques à l'insu des gens.

• (1715)

[Français]

M. Joël Godin: Vous avez raison, mais il y a aussi le fait que les entreprises paient très cher pour éliminer des résidus. C'est une roue qui tourne. Je pense tout de même qu'il y a là une piste de solution. Ce n'est pas l'unique solution, mais une parmi d'autres. Comme je le dis dans ma circonscription, il s'agit de poser un petit geste à la fois. Je pense qu'il faudrait investir des fonds pour inciter la population à poser des gestes et obliger nos entreprises à prendre des mesures très importantes. C'est ici que prend fin mon commentaire.

Merci beaucoup.

Je vais maintenant poser une question à M. Larocque sur le monde forestier.

Monsieur Larocque, vous avez dit dans votre présentation que le monde de la foresterie avait pris un engagement pour 2030 et que celui-ci avait été pris en 2016.

De façon concrète, qu'a fait l'industrie depuis ce temps pour améliorer son bilan environnemental?

M. Robert Larocque: Environ 200 millions de dollars ont été investis dans la transformation des bioproduits. Ils ne sont peut-être pas encore sur le marché, mais nous sommes en train de construire des usines. Il y a eu des réductions à l'usine. Nous avons commencé par les cibles les plus faciles. Je tiens à préciser, en ce qui concerne la prochaine étape, soit les 30 mégatonnes, que la moitié de cela se trouve dans nos forêts. Cela demande un peu plus de temps et de travail. Pour l'autre moitié, il s'agit de nos usines dans une proportion de 15 %. Pour l'autre portion, ce sont les nouveaux produits qui sont en jeu, et à ce sujet, nous attendons les politiques sur le carbone.

M. Joël Godin: Je suis au fait des constructions en bois à grande hauteur. Ce matériau permet d'absorber le carbone. Dans la région de Québec, nous avons réalisé des projets pilotes. À cette époque, mon travail était lié au gouvernement provincial. Il a été démontré que le bois est efficace et qu'il est même plus résistant au feu que les autres matériaux. Je trouve que les choses évoluent lentement et qu'on ne s'attaque pas au problème de la bonne façon.

Étant donné que nous connaissons les répercussions positives des technologies, des matériaux et de certaines solutions, ne devrions-nous pas demander à nos gouvernements d'accélérer l'acceptabilité? Je ne sais pas ce que vous en pensez, messieurs Rosaasen et Larocque. L'ensemble des gens ont démontré qu'il existait des solutions. Nous avons parlé de technologies. Nous possédons un savoir-faire, au Canada. Ne devrait-on pas accélérer l'acceptabilité de ce matériau et ajuster le marché de façon à pouvoir diminuer notre empreinte carbone?

J'ai proposé la solution du registre à Mme Butts et j'en propose une, qui est peut-être intéressante, à votre industrie également.

M. Robert Larocque: Nous espérons un échéancier de 2020 pour le Code national du bâtiment.

M. Joël Godin: D'accord.

M. Robert Larocque: Nous sommes à 14 mois de cette date, mais nous nous attendons à ce que, en 2020, nous puissions bâtir jusqu'à 12 étages au Canada selon le Code national du bâtiment. Cela va représenter un grand changement.

M. Joël Godin: Comprenez-vous pourquoi je ne crois pas à une taxe sur le carbone?

Je vous remercie beaucoup.

[Traduction]

Le président: Merci.

Wayne, vous avez les six dernières minutes.

M. Wayne Stetski: Merci.

J'aimerais parler d'agriculture pendant un moment, monsieur McCabe. Vous avez mentionné plus tôt les débouchés relatifs à l'utilisation de déchets en agriculture pour le biocarburant et la bioénergie. Je n'ai pas pu m'empêcher de penser à la façon dont les premiers colons faisaient brûler de la bouse de bison séchée pour se chauffer en hiver, lorsqu'il y avait des bisons sauvages. Nous revenons à nos origines, j'imagine, d'une certaine façon. Pourriez-vous nous parler un peu des débouchés en matière d'utilisation de déchets agricoles dans l'avenir?

M. Don McCabe: D'abord, avec tout le respect que je vous dois, monsieur, nous n'avons pas de déchets en agriculture. Nous avons des débouchés.

M. Wayne Stetski: Très bien.

M. Don McCabe: Je vais choisir le maïs à titre d'exemple et vous parler un peu de sa culture. Nous récoltons du maïs depuis de nombreuses années. En 1975, si j'étais allé dans un restaurant — j'aurais été en neuvième année — et dit à quelqu'un que j'avais 100 boisseaux de maïs à l'acre, il m'aurait traité de menteur et de morveux et il m'aurait ordonné de sortir sur-le-champ. La réalité, c'est que 2025 arrive vite, et, en Ontario, je crois que le rendement moyen du maïs cette année sera de près de 180 boisseaux de maïs à l'acre.

Ce qu'il faut retenir, c'est que nous ne récoltons en général que les grains de maïs. Cela veut dire qu'il reste l'épi, la tige, les feuilles et tout le reste de la plante. Nous récoltons les grains de maïs pour nourrir le bétail ou les transformer en sucres qui sont utilisés dans la production d'une pléthore de produits aux fins de consommation humaine. Le fait est que tout le reste n'est pas utilisé. Le problème avec ce qui est inutilisé, c'est que c'est en excédent à ce dont le sol a besoin pour continuer d'être productif. Nous devons désespérément utiliser la méthode LiDAR à l'échelle nationale ou obtenir l'information des études pédologiques.

Revenons aux restes pour un moment. Si tous ces restes demeurent dans les champs au printemps, je ne peux pas semer mes graines. Alors je ramasse une portion de ces restes en laissant la plus grande partie dans les champs, et je les fais acheminer vers une usine où on extrait les sucres et la matière cellulosique — non pas le grain de maïs, mais la matière cellulosique. C'est la raison pour laquelle, dans certains cas, ce qui est dit ici ne reflète pas la réalité. Je ne peux pas vous offrir de l'éthanol de deuxième génération parce que je ne sais pas ce que c'est. Je sais que j'ai cultivé du maïs pour le vendre au Chicago Board of Trade en vue de réaliser un profit et que si vos parents n'avaient pas eu d'enfants, vous ne seriez pas là. Au bout du compte, si je ne génère pas un quelconque profit en cultivant du maïs, je ne vais certainement pas donner mes tiges.

Ces tiges de maïs ne sont pas des déchets. Elles sont, encore une fois, une autre partie ou un autre élément de l'économie circulaire

avec lequel on produit des sucres, des produits chimiques, des carburants ou du gaz naturel. Nous pouvons l'acheminer vers le bas dans le système. Samia, en Ontario, est le point de départ du processus.

• (1720)

M. Wayne Stetski: Pour ce qui est de notre étude, comment tout cela concerne notre empreinte carbone et un meilleur avenir?

M. Don McCabe: Quant à la question de l'empreinte carbone, le même acre de terre qui, en 1975, produisait 100 boisseaux... Vous pouvez faire le calcul; c'est 56 livres par boisseau. Vous pouvez déterminer le nombre de tonnes et tout le reste de l'équation. Essentiellement, nous avons doublé le rendement d'un acre de terre depuis 1975. Cela veut dire que nous avons réduit notre empreinte écologique de façon générale.

Nous produisons également de l'éthanol qui est utilisé dans le secteur des transports, ce qui nous permet de réduire nos émissions. Nous utilisons le soya ou le canola de Nevin pour fabriquer d'autres carburants de transport comme le biodiesel. Il faut se demander si nous avons la capacité de produire ce carburant; le gouvernement fédéral nous demande d'assurer une production de l'ordre de 30 mégatonnes pour du carburant, mais la bureaucratie a bloqué ce programme et l'empêche d'aller de l'avant. Nous ne savons pas ce qui va arriver. Nous sommes revenus à un point où, sans politique claire, nous avons les mains liées. Nous ne pouvons pas réaliser des investissements sans politique claire.

M. Wayne Stetski: Je veux revenir au rôle du gouvernement fédéral, qui est, bien sûr, la raison pour laquelle nous sommes ici. À votre avis, qu'est-ce que le gouvernement fédéral pourrait améliorer ou faire de plus afin d'aider votre industrie — encore une fois, particulièrement en ce qui concerne la réduction des gaz à effet de serre et un meilleur avenir?

M. Don McCabe: Premièrement, nous avons besoin des données de base à long terme. Cela veut dire que nous devons utiliser la méthode LiDAR et mieux comprendre nos sols.

Deuxièmement, les politiques doivent donner des signaux clairs, ce qui veut dire une tarification sur le carbone. Je ne parle pas d'une taxe sur le carbone ni de plafonnement et d'échange parce que ce sont des mécanismes qui imposent une tarification. Je préférerais une approche de plafonnement et d'échange. Cela ne se produira probablement pas parce que, sur le plan politique, ce n'est pas la meilleure voie qui mène vers les élections de 2019.

Enfin, il faut investir dans le secteur des ressources naturelles. Il est le fondement du pays. Nos débouchés font de nous des chefs de file à l'échelle mondiale. Nous avons le territoire. Je vous prie de nous laisser aller de l'avant.

• (1725)

M. Wayne Stetski: Merci.

Le président: Cela conclut la séance d'aujourd'hui. J'aimerais remercier les six témoins de leur présence et de leurs témoignages.

C'est probablement l'une des discussions les moins animées que nous avons tenues dernièrement. Je suis reconnaissant à tous les députés des deux côtés d'avoir obtenu de l'excellente information de la part de nos témoins aujourd'hui.

Mesdames et messieurs les témoins, si vous voulez nous faire part d'autres réflexions ou si vous voulez ajouter des précisions, vous pouvez le faire par l'intermédiaire de notre greffier. Il remettra l'information aux analystes. Nous vous demandons de vous en tenir à 10 pages ou moins à des fins de traduction.

Sur ce, bonne fin de semaine à tous. Si vous rentrez chez vous, je vous souhaite un bon retour. Nous nous reverrons mardi. La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : <http://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its Committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its Committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <http://www.ourcommons.ca>